

le poing la rose

10, rue de Solferino, Paris VII - Organe du Parti Socialiste - Mensuel N° 118 - Mars 1987 - 7 F

MOTION NATIONALE D'ORIENTATION

DE LILLE 87
87 CONGRES
LILLE 87 CO
GRES DE LIL
DE LILLE 87

CONGRES DE LILLE 87 CONGRES
LE 87 CONGRES DE LILLE 87 CON
E LILLE 87 CONGRES DE LILLE 87
GRES DE LILLE 87 CONGRES DE L

CONGRES DE LILLE

3, 4, 5 AVRIL 1987

SOMMAIRE

	Page		
Unis pour rassembler, puis pour gagner par Lionel Jospin	3	Bulletin de vote sur les modifications statutaires	4

MOTION NATIONALE D'ORIENTATION

Comprendre la réalité	6 à 9	Des valeurs pour agir	9 à 15
-----------------------------	-------	-----------------------------	--------

LE COMITÉ DIRECTEUR DE SYNTHÈSE

I - <u>DÉROULEMENT DES TRAVAUX</u>	16	III - <u>INTRODUCTION DU PREMIER SECRÉTAIRE</u>	19 à 20
II - <u>RAPPORTS</u>		IV - <u>INTERVENTIONS</u>	
Jean Poperen : rapport d'activité de la direction nationale	16 à 17	Michel Charzat	21
Georges Sarre : communication sur la situation des diverses formations de Gauche	17	Pierre Mauroy	21
Jean-Paul Bachy : compte rendu de la réunion de la Commission nationale entreprises	18	Robert Chapuis	22
Bernard Thareau : intervention ..	18	Jean-Pierre Worms	22
		V - <u>RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RÉOLUTIONS,</u>	
		Louis Mermaz	23
		VI - <u>CONCLUSION DU PREMIER SECRÉTAIRE</u>	24

NOUVELLE FORMULE

La nouvelle revue socialiste

Rédacteur en chef : Jacques Huntzinger

Au sommaire du prochain numéro

- l'Europe
- la Social-Démocratie

avec Jacques Delors, Laurent Fabius, Gilles Martinet, Didier Motchane, Edgard Pisani...

Abonnements :

6 mois.....	145 F	Étudiant (1 an).....	155 F
1 an.....	190 F	Étranger (1 an)	285 F
Abonnement de soutien 1 an		285 F	

A adresser à Colette Dussol, à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'an 2000 », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

SECRÉTARIAT NATIONAL A LA COMMUNICATION

Le Parti lance une grande campagne nationale d'affichage

• Contre la privatisation de TF1

Une affiche 60 x 80, à l'italienne, deux couleurs (noir et rouge, plus blanc).

Un tract pétition 21 x 29,7 :

- recto : visuel de l'affiche,
- verso : texte et pétition.

Matériel disponible dès le 1^{er} mars.

• Contre la Droite

Une affiche 60 x 80, à l'italienne, en quadrichromie.

Un autocollant (visuel de l'affiche).

Matériel disponible dès le 8 mars.



Unis pour rassembler, puis pour gagner

Les 7 et 8 février derniers, le Comité directeur de notre Parti s'est réuni à Paris pour examiner les contributions présentées depuis plusieurs semaines à la discussion. A l'issue de ces travaux, nous avons décidé unanimement de présenter une seule motion d'orientation politique à l'approbation des militants.

Le texte qui vous est soumis est une synthèse. Par rapport au texte initial que j'avais signé avec d'autres responsables, et qui a servi de base à la discussion, il a reçu un certain nombre d'enrichissements : par exemple sur l'Europe, la politique économique ou notre stratégie.

Pourquoi ce texte unique ? Parce que les différences qui existaient entre nous se sont estompées avec l'exercice commun du pouvoir et qu'il n'a pas semblé sage de les creuser à nouveau, artificiellement.

Pourquoi cet accord politique ? parce qu'il est apparu clair à tous que notre unité serait, pour la période qui vient, notre meilleur atout.

Jusqu'à la présidentielle, nous serons pour tous l'adversaire principal. La droite divisée fera front contre nous. La direction du Parti communiste ne nous ménagera pas. Pour gagner, il est impérieux que nous soyons rassemblés.

Disposer d'une seule motion ne doit pas être un frein à la discussion. Le texte est riche, il doit servir de base pour un libre débat. Sur le chômage, la croissance, l'aménagement du travail, la protection sociale, les inégalités, l'Europe, la politique étrangère et de défense, les problèmes de société, les socialistes ont besoin de débattre ensemble ; nous attendons vos réactions et vos réflexions.

Nous devons, en effet, utiliser ce congrès pour commencer l'élaboration des propositions que nous ferons aux Français pour l'élection présidentielle. Pour être crédibles, elles devront être réalistes. Pour entraîner, elles devront être fortes.

Pour les préparer, nous avons besoin de vous. Je vous invite à entreprendre cette réflexion, à débattre sans tabou, à faire remonter vos points de vue par les instances fédérales.

Ainsi, nous pourrons faire de notre rencontre de Lille un congrès des socialistes en prise avec le pays.

La Droite échoue. Les Françaises et les Français peuvent se tourner vers nous. A nous de les en convaincre.

Lionel Jospin



Bulletin de vote sur les propositions de réforme des statuts et du règlement intérieur

Nous vous recommandons de vous munir du numéro 116 (contributions) du « Poing et la Rose », le jour du vote dans votre section, afin de repérer dans les pages 107 à 111 de ce numéro les propositions de modifications statutaires sur lesquelles vous serez appelés à voter.

En ce qui concerne la proposition de réécriture de la déclaration de principes, qui est présentée au nom du Bureau exécutif, page 106 du même numéro, il s'agit bien entendu d'un texte qui doit servir de base de discussion, avant son adoption définitive par le Congrès.

Ce bulletin, établi pour faciliter les votes en section, regroupe les propositions présentées par le Bureau exécutif unanime. Naturellement, les sections peuvent choisir de les voter article par article.

Section :

Proposition n°	portant sur l'article	signée par	pour	contre	abst.
1	15 articles des statuts 13 articles du règlement intérieur	Bureau exécutif			
2	6	M. Buron			
3	49	M. Buron			
4	49	Fédération de Seine-et-Marne			
5	15	P. Finel et P. Rivière			
6	31	P. Finel et P. Rivière			
7	43	P. Finel et P. Rivière			
8	Nouvel article	P. Finel et P. Rivière			
9	68	P. Finel et P. Rivière			
10	15	G. Lindeperg			

MOTION DE SOUTIEN AUX INSTITUTEURS EN LUTTE

Le Comité directeur du Parti socialiste réuni le 7 février 1987 apporte son soutien à toutes les institutrices et à tous les instituteurs qui luttent contre le décret du gouvernement sur les « maîtres-directeurs ».

Une fois encore, le ministre de l'Éducation nationale manifeste son autoritarisme pour imposer sa conception rétrograde de l'Éducation.

Les écoles et les élèves n'ont pas besoin d'une hiérarchie supplémentaire : c'est à la connaissance réelle du comportement et des études de leurs enfants que les parents d'élèves sont attachés.

Les élèves ont également besoin de maîtres qualifiés. Il faut donc que les enseignants puissent bénéficier tout au long de leur carrière, d'une formation continue leur permettant de suivre les évolutions éducatives. Or, René Monory prévoit la réduction des moyens en formation des Écoles Normales d'institutrices et d'instituteurs et en formation continue des maîtres.

Les élèves ont aussi besoin de programmes aux contenus à la fois riches et clairement définis pour que les acquisitions des connaissances fondamentales soient solides.

Pour répondre à ces nécessités, les gouvernements socialistes de 1981 à 1986 ont amélioré la formation des maîtres, revalorisé leurs carrières, et complètement renoué les programmes de l'enseignement élémentaire.

Depuis le 16 mars 1986, la Droite au pouvoir a brutalement stoppé cet effort de développement et de modernisation scolaire : le budget 1987 supprime 1 200 postes dans l'enseignement primaire. Dans les campagnes, de nombreuses classes uniques vont être fermées : dans les agglomérations, les effectifs des classes élémentaires vont

être augmentés, et des maternelles ne pourront accueillir tous les enfants de trois ans ou de moins de trois ans.

Ainsi, le statut des maîtres-directeurs imposé par le ministre de l'Éducation Nationale ne fera qu'augmenter les dégâts de la politique gouvernementale.

C'est pourquoi, le P.S. est solidaire de tous les enseignants, parents d'élèves et citoyens qui combattent pour que les enfants de notre pays aient une école de qualité donc un avenir mieux assuré.

Dans cet esprit, le Comité directeur du P.S. a soutenu la manifestation organisée par le S.N.I.-P.E.G.C. **le mercredi 11 février à Paris.** Il a demandé à ses adhérents et sympathisants, enseignants et parents d'élèves d'y participer nombreux.

LE POING ET LA ROSE

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteur en chef :
Françoise Seligmann

Administration : Société editrice :
« Les Nouvelles Éditions l'An 2000 »
10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07
N° C.P.P. 53 321.

Imprimerie L'Avenir Graphique
Z.I. Torcy-Sud
77200 Torcy - Tél. : 005-92-05.

MOTION NATIONALE D'ORIENTATION

RASSEMBLER POUR GAGNER

MOTION PRÉSENTÉE PAR

Lionel JOSPIN - Guy ALLOUCHE - Edwige AVICE - Jean-Marc AYRAULT - Jean-Paul BACHY - Jean-Pierre BALDUYCK - Alain BARRAU - Marie BASSET - Christian BATAILLE - Pierre BÉRÉGOVOY - Jean-Marie BOCKEL - Jean-Claude BOULARD - Pierre BOURGUIGNON - Pierre BRANA - Nicole BRICQ - Martine BURON - Pierre CARASSUS - Roland CARRAZ - Robert CHAPUIS - Michel CHARZAT - Alain CHENARD - Jean-Pierre CHEVÈNEMENT - Michel COFFINEAU - Gérard COLLOMB - Jean-Pierre COT - Marcel DEBARGE - Bertrand DELANOE - Michel DELEBARRE - Jean-Pierre DESTRADE - Bernard DUPIN - Claude ESTIER - Claude EVIN - Laurent FABIUS - Roger FAJARDIE - Daniel FRACHON - Anne-Catherine FRANCK - Georges FRECHE - Gérard FUCHS - Max GALLO - Jean GATEL - Claude GERMON - Christian GOUX - Pierre GUIDONI - Edmond HERVÉ - Jean-Paul HOUVION - Jacques HUNTZINGER - Jean-Pierre JOSEPH - Charles JOSSELIN - Pierre JOXE - André LAIGNEL - Marie-France LECUIR - Jean LE GARREC - Louis LE PENSEC - Marie-Noëlle LIENEMANN - Gérard LINDEPERG - Charles-Émile LOO - Pierre MAUROY - André MÉRIC - Louis MERMAZ - Christiane MORA - Didier MOTCHANE - Véronique NEIERTZ - Daniel PERCHERON - Rodolphe PESCE - Jean-Claude PETIT-DEMANGÉ - Michel PEZET - Jean POPEREN - Jean-Jack QUEYRANNE - Alain RICHARD - Michel ROCARD - Jacques ROGER-MACHART - Bernard ROMAN - Frédéric ROSMINI - Henry SABY - Michel SAINTE-MARIE - Michel SAPIN - Georges SARRE - Françoise SELIGMANN - Luc SOUBRE - Dominique STRAUSS-KAHN - Jean-Pierre SUEUR - Bernard THAREAU - Daniel VAILLANT - Lucien WEYGAND - Jean-Pierre WORMS.

Notre Congrès va se tenir en avril 87, à mi-chemin de l'échec des législatives de 86 et de l'espérance de la présidentielle de 88.

Notre rencontre se tiendra au bon moment. Le recul du temps est suffisant pour tirer les leçons de notre action au gouvernement ; plusieurs mois de « coexistence institutionnelle » nous ont appris notre nouveau rôle d'opposition ; un an ne sera pas de trop pour, à partir des orientations du Congrès, faire nos propositions au pays.

Le Congrès de Lille est, pour le Parti socialiste, une occasion unique : c'est le premier depuis que la Gauche a perdu le pouvoir. Ce sera le dernier avant la prochaine élection présidentielle.

Cette occasion unique, il faut la saisir. Nous devons tirer les leçons de cinq années de pratique gouvernementale, faire le bilan de nos succès et de nos échecs, confronter la réalité de notre action aux orientations que nous nous étions données au début des années 70, prendre la mesure des nouveaux défis que doit affronter une société française profondément modifiée, au cours des dernières années, dans ses structures et ses comportements.

C'est pourquoi nous proposons cette motion.



Comprendre la réalité

Toute réflexion politique doit partir de la vie, du monde dans lequel nous sommes, du pays où nous vivons.

Le monde bouge

Le monde bouge autour de nous, mais trop souvent aussi se bloque, en convulsions que sèment la misère, l'exploitation impitoyable de l'homme par l'homme, le despotisme politique et le fanatisme, idéologique ou religieux.

Les progrès de la science se poursuivent, capables de soulager l'homme de la peine du travail, de la maladie, de repousser plus loin la fatalité de la mort. Les techniques permettent de répandre à foison l'information, la connaissance, la culture. Ce mouvement, jadis limité au monde occidental, a fait souche dans le tiers monde, montrant qu'il peut être généralisé à l'échelle de l'humanité.

Mais ce progrès n'est pas maîtrisé. Parce qu'il n'abolit pas les phénomènes d'exploitation et de domination mais au contraire les subit, il est inégalement réparti. Le chômage est devenu massif et chronique dans la plupart des pays développés, faisant ressurgir des situations de pauvreté. La misère domine dans le tiers monde. Dans les pays communistes, où le capitalisme a été aboli, l'économie est inefficace et les libertés n'ont toujours pas été conquises.

La crise du capitalisme depuis 1971 (chute de la rentabilité, mutation technologique, fuite dans l'endettement, essor de la spéculation) se traduit par une « guerre » économique mondiale qui oppose non seulement les entreprises mais les systèmes sociaux, les nations et les États. L'enjeu de cette compétition n'est rien d'autre qu'une nouvelle organisation du monde.

Les États-Unis, au formidable potentiel, commencent à mesurer le bilan négatif du « reaganisme ». L'Union Soviétique cherche dans le rajeunissement de ses équipes, des remèdes aux maux plus profonds du despotisme, de la bureaucratie et du centralisme, qu'elle n'a pas encore eu le courage d'affronter. Aucun de ces deux grands pays n'a renoncé aux politiques impériales et n'offre aux peuples du monde un modèle qu'ils puissent faire leur.

L'Europe le pourrait. Parce qu'elle ne rêve plus de domination, qu'elle a besoin du tiers monde, qu'elle a su forger dans son histoire un équilibre entre l'économique et le social, parce qu'elle est lieu de démocratie, elle peut travailler à un nouveau modèle de relations entre le Nord et le Sud. Encore faut-il qu'elle le veuille. Cela suppose qu'elle existe et qu'elle maîtrise ses problèmes intérieurs (chômage chronique, crise monétaire, excédents agricoles massifs, progrès social en panne, morcellement de son potentiel de recherche, mauvais fonctionnement de ses institutions), qu'elle sorte de la dépendance où elle se place trop souvent à l'égard des États-Unis (en matière d'échanges comme de défense) et qu'elle s'affirme d'une seule voix. Pour cette Europe, la France est indispensable. Mais la France s'interroge.

La France s'interroge

L'histoire de notre pays a toujours été double. Vieux pays capitaliste, à la bourgeoisie souvent dure et conservatrice, il est aussi l'héritier d'une histoire républicaine et progressiste, irriguée par le socialisme.

Notre histoire est faite d'antagonismes et de rencontres, de phases de division et de moments d'unité. Il a été le pays des révolutions, mais aussi des guerres civiles et des coups d'État. Il est aussi le pays des grandes rencontres qui lui rendent son équilibre et sa cohérence : celle des conservateurs avec la République, celle des républicains avec la réforme sociale.

La France d'aujourd'hui est confrontée, notamment, à trois grands problèmes : un chômage considérable qui risque d'entraîner une démolition sociale ; une compétitivité économique insuffisante qui peut conduire à notre affaiblissement global ; une difficulté à poser correctement le problème de la « grandeur » de la France, c'est-à-dire sa façon de tenir dans le monde une place digne d'elle.

La France doute de ses valeurs et s'interroge sur son modèle de société. Et ceci, pour des raisons d'abord politiques. La décomposition du gaullisme accélérée par l'opportunisme chiraquien, la montée du « libéralisme » réactionnaire, la poussée de l'extrême-droite antirépublicaine, la volonté de revanche contre la présence durable des socialistes au pouvoir ont conduit, avant et après le 16 mars, à des propositions du R.P.R. et de l'U.D.F. qui ruinent le consensus né de la Résistance et qui avait donné sa physionomie à la société française. Ainsi sont menacés, aujourd'hui ou à terme, le Plan, le rôle de l'État dans l'économie, la notion de service public, le contrôle des puissances d'argent, les droits des travailleurs ou la Sécurité sociale.

Notre pays, face aux défis du temps, a deux attitudes possibles. Ou bien, il s'affaisse et se replie : sur la peur, l'hostilité vis-à-vis de l'étranger, le cynisme dans les relations sociales, une économie de spéculateurs et de rentiers, un modèle politique autoritaire fait pour un peuple de spectateurs. Ou bien il se dresse et s'ouvre : ouverture sur le monde, tolérance et justice dans les rapports sociaux, prise de risque en économie et dans la vie pour favoriser ceux qui cherchent, créent ou investissent, avec un peuple de citoyens qui s'impliquent dans la démocratie.

La France doit choisir l'une de ses deux faces. Et nous, socialistes, il nous revient de rassembler les Français autour d'un nouveau projet de société dans lequel ils puissent se reconnaître. Peut-être ce mouvement a-t-il déjà commencé ? Un réveil se produit dans bien des secteurs : le mouvement des lycées et des étudiants, la remontée de la combativité des travailleurs, le mécontentement de la jeunesse et des hommes de culture, autant de signes qui ne trompent pas.

Le Parti socialiste n'a pas pour fonction d'être le moteur des luttes sociales. Cette responsabilité incombe notamment aux organisations syndicales. Il a pour ambition d'offrir au monde du travail, à la jeunesse, à l'ensemble du pays, une perspective politique à leurs luttes. C'est le sens de notre projet.



Les jeunes et les travailleurs répondent

A certaines interrogations de la société française, les jeunes apportent leur réponse. En tout cas, leur mouvement victorieux de l'automne est le premier acte qui indique que le glissement à droite du 16 mars n'est pas irrésistible.

Aspirant au savoir et à une place dans la société qu'ils veulent ouverte et fraternelle, ils disent non à l'injustice et à l'inégalité érigées en théories. Ils acceptent la compétition mais loyale, ils refusent le racisme, la discrimination et les réponses autoritaires aux problèmes de société. Ils disent aux adultes : choisissez l'ouverture sur le monde, la création, la solidarité contre le repli frileux, la possession et l'égoïsme.

Leur action qui a ouvert une brèche à la revendication dans le monde salarial, lui aussi maltraité par le nouveau pouvoir, montre que la société française n'est pas passive devant la politique de la Droite. Ces mouvements éclairent d'un jour nouveau la situation politique dans notre pays. Dans les entreprises et dans la fonction publique, les revendications ne se limitent pas à la revalorisation des salaires. Elles portent aussi sur l'amélioration des conditions de travail et sur l'organisation des rapports hiérarchiques. Ces revendications se heurtent à l'intransigeance du gouvernement et du patronat. Le refus d'ouvrir un véritable dialogue social illustre l'incapacité de la Droite à répondre aux aspirations de justice, de responsabilité et de solidarité qui s'expriment dans notre société. Ces aspirations rejoignent le combat démocratique mené depuis toujours par les socialistes. A nous de montrer à la jeunesse que ses préoccupations de justice et de fraternité rejoignent le combat démocratique mené depuis toujours par le mouvement socialiste.

Les femmes aussi

Pour la première fois en mars 1986, les femmes ont davantage voté pour le Parti socialiste que les hommes. Cette évolution profonde traduit l'apparition d'une nouvelle génération de femmes, pour qui l'entrée dans le monde du travail est irréversible et indissociable de leur vie familiale. Elles ont pris toute leur place dans le mouvement étudiant. Leurs aspirations s'inscrivent dans les mutations profondes que subissent les modes de vie et les structures familiales.

Certes, les femmes ont vu dans les dernières années leurs droits et leur place dans la société s'améliorer, mais dans les structures sociales comme dans les mentalités, les discriminations subsistent – qu'il s'agisse de l'égalité professionnelle, du partage des tâches dans la famille, de la participation aux instances de décisions économiques et politiques.

Le Parti socialiste avait su, voici dix ans, analyser et prendre en charge les aspirations du mouvement des femmes. Face aux risques de répression morale et sociale contenus dans la politique de la Droite, il doit, pour rester un parti de transformation sociale et offrir un projet aux femmes, poursuivre l'élimination des conformismes et de toutes les discriminations.

La coexistence institutionnelle sert de révélateur

La situation politique prévalant depuis le 16 mars, celle de la coexistence d'un président et d'un Premier ministre tirant leur légitimité de deux majorités différentes et opposées, constitue un fait nouveau pour chacun des acteurs du jeu politique.

Cette coexistence institutionnelle n'est en rien une formule d'union nationale : la politique conduite par le gouvernement n'a jamais été aussi éloignée de nos valeurs. La coexistence est une phase transitoire de pouvoir partagé et donc disputé.

La coexistence n'est sans doute pas la meilleure solution pour gouverner. Elle est la réponse à une conjoncture nouvelle née du résultat des élections législatives de mars 1986. Elle permet de confronter deux visions de la société, deux pratiques face à une même réalité et de comparer deux hommes dans l'exercice des fonctions d'État.

Jacques Chirac déploie depuis le 16 mars l'activisme de ceux pour lesquels la détention du pouvoir est le seul projet ; candidat à la présidence plus que chef de gouvernement, prompt à changer de position sur les questions les plus fondamentales, opportuniste et brutal, usant et abusant du 49.3 pour domestiquer sa majorité parlementaire, il sert sans vergogne les intérêts à court terme de ses partisans et de ceux dont il espère faire une clientèle.

François Mitterrand, au contraire, donne dans cette épreuve toute sa dimension d'homme d'État. Il agit selon des principes et en veillant à l'intérêt national. Le Président de la République s'impose là où la Constitution lui a donné des compétences : les choix en matière de défense et de politique étrangère, le respect des intérêts vitaux de la France. Pour le reste, il exerce l'influence qui s'attache à sa fonction de chef d'État. S'il est évident que la politique conduite par le gouvernement sur les grands problèmes de politique intérieure n'est pas la sienne, il sait faire entendre sa voix pour défendre les acquis sociaux ou évoquer les aspirations des Français.

La Droite et la revanche

Le retour de la Droite a toutes les allures d'une revanche. Jusqu'en 1981, la Droite considérait l'alternance comme une utopie et déniait aux socialistes toute capacité à exercer le pouvoir. Elle mettait simplement en œuvre un projet de société conservateur.

L'arrivée de la Gauche au pouvoir a surpris nos adversaires, mais elle les a aussi durcis. Dans l'opposition, la Droite refusait toute légitimité au gouvernement de la Gauche. Revenue aux affaires, elle entend asservir le pouvoir à ses intérêts. Elle en organise la confiscation.

Une partie du pouvoir économique et des médias est distribuée à des groupes privés, amis et étroitement contrôlés. La privatisation des entreprises publiques, puis celle de T.F.1, chaîne symbolique du service public, n'ont pas d'autre signification.

Parallèlement, la Droite, et tout particulièrement le R.P.R., s'approprie le pouvoir politique. Dans l'appareil d'État, dans les entreprises publiques, dans le service public de la radio et de la télévision, est organisée une « chasse aux sorcières ». Maintenant que le pouvoir sent la situation politique se tendre, cette éviction systématique s'accélère et ne



s'embarrasse plus d'aucune forme. Sous l'autorité directe du Premier ministre ou sous le couvert des décisions d'une C.N.C.L. zélée, l'État-R.P.R. se met en place.

C'est que la Droite poursuit aujourd'hui un projet de société qui n'est plus conservateur, mais ouvertement réactionnaire.

Poussée par un appétit de pouvoir et un souci de clientélisme dont les excès peuvent mettre en péril le consensus qui fonde la Nation, la Droite divise, méprise, exclut et spolie. Il suffit pour s'en convaincre de dresser une liste de ses hauts faits :

- disparition de l'impôt sur les grandes fortunes parallèlement à l'augmentation de certains tarifs médicaux et du démantèlement de la protection sociale ;
- liquidation du patrimoine public servant à gager une politique économique indigente ;
- échec de la lutte contre le chômage et attaques frontales contre les syndicats et contre le droit du travail ;
- main-mise sur l'audiovisuel et bradage par la vente de T.F.1 de l'énorme effort financier consenti depuis trente ans par les contribuables ;
- rodomontades sur l'ordre et la sécurité ;
- restauration du secteur privé dans les hôpitaux et privilèges accordés à certains médecins libéraux ;
- abrogation de la loi Quilliot, qui favorise l'envol des loyers.

L'application de l'idéologie dite libérale dans la politique économique, la mise en œuvre d'une politique de régression sociale, la restauration des privilèges par la fiscalité ou par la distribution de prébendes, la répression des aspirations de la jeunesse, les projets sur le Code de la nationalité et sur les prisons privées en témoignent. De plus, cette Droite, qui a montré son incompetence sur de nombreux problèmes et qui n'a eu d'autre priorité que de rétablir le mode de scrutin majoritaire avec un découpage inique, veut imposer le silence aux idées de progrès et de solidarité.

Cette Droite, apparemment soudée par sa vision de la société ne l'était que par une plate-forme programmatique (plate-forme R.P.R.-U.D.F.) ; aujourd'hui, elle tend à se désunir face aux difficultés qui naissent de la mise en œuvre de ce programme. Par ailleurs, la conviction partagée d'un droit naturel à l'exercice du pouvoir ne parvient pas à masquer les rivalités profondes qui surgissent entre les divers clans dès lors qu'il s'agit de déterminer qui exercera ce pouvoir.

Les socialistes et le pouvoir

En choisissant de rompre l'Union de la Gauche, le Parti communiste s'est dérobé à ses responsabilités politiques et a cédé à sa fascination pour l'isolement. Aujourd'hui, à ne pas vouloir se démarquer nettement du modèle soviétique et pour être incapable de vraiment prendre en compte la situation économique et l'évolution de la société, le Parti communiste s'inscrit dans un déclin probablement durable et laisse une partie de l'électorat de gauche désarmée par ses attaques injustifiées contre le P.S. Le refus de la direction du Parti communiste d'avoir un véritable dialogue, à l'extérieur avec le Parti socialiste, en son sein avec ceux que l'on nomme les « rénovateurs », élargit la fracture avec son électorat qui comprend de moins en moins cet irréalisme économique, social et politique.

Dans ce contexte, le Parti socialiste qui, dans des conditions difficiles, a réuni près du tiers des électeurs lors de la dernière consultation électorale, constitue le pôle autour

duquel se rassembleront tous ceux qui voudront un changement de politique.

Notre ambition pour l'avenir nous pouvons l'étayer sur le bilan des cinq années de notre législature. Ses maîtres mots sont connus de tous : avancée des libertés et de l'État de droit ; respect des individus et progrès de la démocratie ; solidarité et justice dans l'action économique et sociale ; participation de tous à l'effort nécessaire ; modernisation de l'économie et des rapports sociaux ; décentralisation ; élan donné à la recherche, à la formation et à la culture. Et dans le domaine international : déblocage de la construction européenne ; essai de réactivation du dialogue Nord/Sud. Beaucoup de nos concitoyens regardent ce bilan autrement après plusieurs mois de gestion de la Droite.

Souhaite-t-on des exemples plus concrets de notre action ? La suppression de la peine de mort et des tribunaux d'exception ; la réforme du Code pénal et de la justice expéditive des flagrants délits ; l'égal accès de tous, sans distinction de sexe, à tous les emplois ; la cinquième semaine de congés payés et le droit à la retraite à 60 ans ; les radios locales et la reconnaissance de toutes les formes de culture ; la participation des salariés du secteur public à la direction de leur entreprise ; les lois sur les nouveaux droits des travailleurs et sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes ; la forte augmentation, en cinq ans, du pouvoir d'achat du S.M.I.C., des retraites, des allocations aux handicapés, des prestations sociales ; l'inflation ramenée de 14 % à 3 % ; une plus grande justice fiscale ou encore l'effort d'investissement et de recherche mené grâce aux entreprises publiques.

On nous avait dit que la nationalisation avait été un échec ! Nous voyons, aujourd'hui, les capitalistes du monde entier s'arracher des titres qu'ils considèrent comme des valeurs de premier choix.

Et l'élargissement de la Communauté, que presque tous, à droite, considéraient comme impossible. Cancun, enfin !

Voici quelques exemples parmi beaucoup. Chacun d'entre nous en a d'autres plus personnels, tirés de la vie de tous les jours. Pour tous ceux qui dans ce pays n'appartiennent pas à la petite minorité des nantis, pour les jeunes comme pour les retraités, pour les salariés comme pour les chômeurs, pour les femmes qui voient ressortir de l'ombre du passé les nostalgiques d'une remise en cause de l'I.V.G., en un mot pour un grand nombre de Français, le socialisme reste une espérance.

Et cependant, le 16 mars, la Gauche a perdu.

Ce résultat est dû pour une part aux divisions de la Gauche et à l'état de la société française et pour une autre au décalage existant entre nos actes et les attentes des citoyens.

Dans plusieurs domaines, nous avons moins réalisé que ce que l'on attendait de nous. Le chômage n'a commencé à régresser qu'à partir du milieu de l'année 1985. On nous attendait au moins trois ans plus tôt. Qu'il y ait des raisons à cela, par exemple, que la dégradation de l'industrie ait été sous-estimée, que parti au-dessus de la moyenne européenne notre taux de chômage se soit retrouvé en-dessous cinq ans plus tard ne change rien à cette réalité : une large partie des couches populaires a été déçue.

Ayant conquis le pouvoir politique, nous avons accompli de grandes réformes et fait voter des lois de progrès. Mais nous nous sommes heurtés aux résistances d'une partie du corps social et des pouvoirs dominants. Ainsi, les lois sur les nouveaux droits des travailleurs n'ont elles pas été entièrement appliquées du fait de l'opposition d'une fraction du patronat, de la faiblesse numérique et des divisions des syndicats.

Sans doute avons-nous aussi sous-estimé la force des émotions collectives. C'est ainsi que l'inquiétude de l'opinion, malgré l'effort fait pour le renforcement et la rénovation de la police, a ouvert la voie aux surenchères et aux



fantasmes de l'extrême-droite relayée par la Droite classique.

Fiers de notre bilan, nous avons à en tirer la leçon. Il nous faudra mieux mesurer la diversité des attitudes sociales, de même que les difficultés du changement et tenir compte du fait que les comportements n'évoluent pas nécessairement au même rythme que la loi.

En nous engageant, dans la paix sociale, sur des orientations claires, sur la culture comme sur la justice, sur la recherche comme sur les droits des travailleurs, en exigeant des privilégiés un effort fiscal plus important, nous avons marqué l'identité socialiste de nos actions. La Droite l'a bien compris qui n'a de cesse de les détruire.

La présidentielle tranchera

L'action pour le socialisme se poursuivra dans notre pays, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle.

Mais une victoire d'une personnalité socialiste dans cette échéance décisive, et pour la seconde fois, aurait une importance considérable pour l'avenir politique de notre pays. Elle nous mettrait, sans doute, en position de rassembler autour de nous une majorité de progrès.

Depuis 1965, François Mitterrand a symbolisé, lors des plus grandes échéances, le combat pour la justice sociale, pour le rassemblement de la Gauche et des forces de progrès. Depuis 1971, la stratégie qu'il a mise en œuvre a permis le développement en France d'un grand mouvement socialiste. Élu en 1981 Président de la République, François Mitterrand a engagé une action de très grande portée nationale et internationale. Depuis mars 1986, dans une situation nouvelle de coexistence institutionnelle, il est resté fidèle à lui-même et à l'œuvre de cohésion nationale que lui ont confiée les Français.

Les socialistes souhaitent qu'il soit à même de poursuivre son action. Le moment venu, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle de 1988 sera désigné dans les conditions prévues par notre loi commune. Tous les socialistes lui apporteront leur soutien.

Des valeurs pour agir

Affirmer nos valeurs

La société dans laquelle nous vivons a connu de grands changements au cours des dernières décennies ; mais elle reste encore loin de celle dans laquelle nous voudrions vivre.

Certes, le capitalisme aujourd'hui n'est plus celui du XIX^e siècle. En mutation constante, notamment sous la pression des forces politiques et syndicales qui le contestaient, le capitalisme s'est transformé. Se métamorphosant à la suite de chacune des crises qu'il a traversées, intégrant des réformes que le mouvement dont nous sommes les héritiers a su lui imposer, évoluant diversement selon les points de la planète où il a étendu son empire, le capitalisme se présente aujourd'hui sous un aspect hétérogène. Mais cette organisation de notre société, et aujourd'hui d'une grande partie du monde, n'a en aucune manière réussi à apporter de solution aux principaux problèmes de l'humanité. Dans de nombreux domaines, elle a aggravé les situations existantes. Le chômage et la crise économique, le désordre monétaire et le fossé croissant sur la planète entre les riches et les pauvres, le poids énorme des dépenses militaires et la montée de la violence, les poussées politiques réactionnaires, parfois xénophobes, et la montée de l'irrationalisme illustrent les échecs d'une organisation sociale que les socialistes veulent transformer.

Confronté à un nouvel ordre économique mondial qui peut affaiblir l'Europe, face aux vieilles conceptions sociales et économiques du néo-libéralisme qui laissent la société française désorientée et désabusée, le combat des socialistes s'organise autour de valeurs.

Pour les socialistes, la lutte contre les inégalités est une préoccupation majeure. L'égalité que nous recherchons doit permettre l'épanouissement de chacun, elle est réalisation de la liberté, elle porte en elle la réduction des injustices. L'égalité des chances dès le début de la vie se conjugue avec la solidarité qui vient compenser les injustices nées du fonctionnement de notre société. La recherche de l'égalité refuse tout nivellement, elle vise à permettre à la personnalité de chacun d'éclorre dans une société solidaire. C'est sur cette solidarité que doit se fonder toute

politique qui vise à répondre au besoin de sécurité. Opposer sécurité et liberté, c'est prendre pour base le rejet de l'autre. Pour nous la sécurité est liée à la solidarité ; il n'y a pas de véritable sécurité dans une société éclatée.

La recherche de l'autonomie s'exprime dans le mouvement social, parmi les jeunes et les travailleurs. Elle est exigeante de liberté. Les socialistes croient qu'elle témoigne aussi d'une volonté de responsabilité de plus en plus affirmée dans tous les domaines, notamment de la vie économique et sociale. Le « libéralisme » des conservateurs développe aujourd'hui une mise sous tutelle visant à la subordination des individus et des citoyens. Qu'il s'agisse du pouvoir des grands groupes privés qui menace celui des pouvoirs politiques démocratiquement établis, du risque de disparition du pluralisme de l'information ou de la différence de moyens financiers dont disposent les grands courants politiques, l'autonomie de notre réflexion et, partant, celle de nos choix est aujourd'hui en cause. Que signifient le respect des libertés individuelles et l'affirmation des libertés collectives si quelques uns dominent les moyens de production et les possibilités d'expression ?

La croissance économique, les conquêtes sociales, l'évolution du salariat, l'uniformisation partielle des modes de vie, la communication de masse ont accru la dimension culturelle des engagements politiques. Même si la force des déterminismes sociaux est loin d'être épuisée, leur influence décroît et les socialistes s'adressent à un nombre de plus en plus grand de Français. Plus encore, au-delà de la société française, dans les relations entre le Nord et le Sud, dans le soutien des peuples qui luttent pour leur indépendance et pour la démocratie, les socialistes sont ouverts au monde. A l'intérieur de nos frontières, comme vers l'extérieur, les socialistes doivent porter un message qui s'adresse à tous.

Il n'existe pas aujourd'hui de société socialiste. D'ailleurs, l'histoire ne fournit aucun exemple d'un basculement puissant et rapide qui aurait transformé la société capitaliste en une société authentiquement socialiste et démocratique. Le mouvement socialiste est alors davantage un mouvement vers le socialisme, addition de réformes et de transformations des rapports sociaux, changements des attitudes et des comportements entre les hommes, que la quête d'une fin de l'Histoire.



Notre tâche est de poursuivre ce mouvement socialiste, de faire naître graduellement de nouveaux équilibres dans une société composite, d'organiser des relations nouvelles entre l'individu et l'État, entre les libertés individuelles et les institutions collectives, entre l'initiative privée et l'intervention publique.

Le progrès se nourrit des antagonismes sociaux et en fait naître d'autres. C'est le rôle du combat de la Gauche contre la Droite que de dépasser ces tensions pour faire progresser la société.

Ces valeurs ne doivent pas rester l'objet d'un débat théorique. Elles sont le fondement de notre critique de la politique de la Droite, sur la justice et sur les prisons privées comme sur le Code de la nationalité, sur la liberté de l'audiovisuel comme sur la sécurité, sur l'éducation comme sur la justice fiscale. On nous presse de reconnaître que la lutte des classes n'est plus à l'ordre du jour. Mais qui par sa politique et ses déclarations, par son incapacité à négocier et sa brutalité fait aujourd'hui éclater la société française sinon le gouvernement de la Droite.

Nos objectifs pour la France

Pour une croissance sociale

Lutter pour l'emploi en modernisant l'économie

La France compte aujourd'hui 2,5 millions de chômeurs, 100 000 de plus qu'en mars 1986. La résignation que manifeste la Droite est d'autant plus choquante.

Les socialistes pour leur part n'ont jamais cédé à cette tentation du renoncement. Face à l'approfondissement de la crise, ils ont mené une politique de rigueur dont l'objectif était de rétablir les grands équilibres. Mais cette rigueur visait à créer les conditions d'une croissance forte, seule susceptible de répondre aux besoins de notre pays et, en particulier, de ceux qui ont le plus à souffrir de la crise actuelle. Ils ont, d'autre part, toujours eu le souci que l'effort nécessaire pour restaurer cette croissance puisse être supporté à proportion même du revenu de chacun.

Les socialistes ont fait le choix de la recherche d'une plus grande compétitivité parce que l'emploi à long terme dans un pays non dominant ne peut être assuré que par la modernisation de son économie, tout particulièrement de son industrie, et par un effort considérable de formation, d'investissement et de recherche scientifique. Le redressement viendra d'un renforcement réel de notre compétitivité qui évitera une dévalorisation permanente de notre monnaie. Les socialistes qui ne partagent pas les illusions du monétarisme savent que la politique monétaire est au service du développement économique et non l'inverse. Mais cette recherche d'une meilleure compétitivité doit être poursuivie en préservant le progrès social dans la perspective d'un nouveau modèle de développement.

La modernisation dans le progrès social passe par une formation de la main-d'œuvre beaucoup plus importante en vue de l'adapter aux nouvelles qualifications, et elle doit s'accompagner de la poursuite des plans de reconversion abandonnés par les conservateurs. Cette modernisation ne

se fera pas si n'est pas menée parallèlement une modification tout aussi profonde des relations sociales dans l'entreprise et dans la Nation. De nombreux pays européens nous ont montré l'exemple : les économies ont d'autant mieux résisté à la crise que les travailleurs étaient associés aux décisions les concernant. C'est pourquoi nous devons favoriser l'évolution des rapports sociaux dans une perspective contractuelle. Les salariés doivent être davantage partie prenante aux décisions afin qu'ils puissent s'assurer les contreparties effectives pour la part des efforts qu'ils peuvent être amenés à négocier pour favoriser la compétitivité de leur entreprise : partage effectif des gains de productivité, réduction de la durée du travail, contrôle de l'introduction des nouvelles technologies, formation interne liée aux reconversions. Pour le pays, le refus clair d'une société à deux vitesses doit conduire à contrebalancer les nouvelles prises de risque aujourd'hui nécessaires par un effort accru de solidarité. Ainsi sera favorisée une nouvelle dynamique au service de l'emploi.

Pour être créatrice d'emplois, la modernisation doit se dérouler dans le contexte d'une croissance suffisamment forte. L'essentiel est que la France se dote d'une structure productive solide pour assurer l'équilibre de ses échanges extérieurs.

Comme nous ne pouvons compter sur la seule croissance pour réduire à court terme le nombre de chômeurs, toutes les autres politiques doivent parallèlement être mises en œuvre. Les initiatives locales devront être encouragées, notamment en milieu rural où l'agriculture ne peut plus, à elle seule, relever le défi de l'emploi, de la gestion de l'espace et de la vie sociale et culturelle. En effet, aux côtés de l'agriculture, il y a place pour une diversification des activités rurales. L'ensemble des ressources économiques et humaines locales doit être valorisé dans le cadre d'un partenariat entre l'État, les collectivités locales et les acteurs économiques et sociaux. Les modalités de l'aménagement et de la réduction du temps de travail qui favorisent les gains de productivité, notamment en permettant l'allongement de la durée d'utilisation des équipements, seront aidées. Des contrats de modernisation passés entre l'État et les entreprises favoriseront cette évolution. Ils concerneront non seulement les salaires mais aussi la gestion et les investissements liés à l'aménagement et la réduction du temps de travail. La politique proposée par la Droite consiste à accepter passivement un clivage spontané entre un nombre croissant de chômeurs et des actifs ayant une durée du travail constante. Nous proposons, nous, notamment de maîtriser l'aménagement du temps de travail afin de réduire le nombre de chômeurs. Nous refusons l'éclatement de la société entre d'un côté les chômeurs et de l'autre les détenteurs d'emploi.

Pour les jeunes, tous les efforts doivent être entrepris pour aller vers une situation où chacun puisse trouver un emploi, une formation ou une activité.

Améliorer la protection sociale et poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires

Face aux remises en cause de la protection sociale par la Droite, le Parti socialiste a déjà engagé la lutte. La sauvegarde d'un régime de protection sociale pour tous constitue pour les socialistes un enjeu central de société.

Nous serons amenés à adapter cette protection pour tenir compte de l'évolution des risques :

- face aux problèmes de mobilité géographique et professionnelle, nous devons mettre en place des mécanismes de prise en charge collective ;

- pour éviter les phénomènes de marginalisation dans notre société, personne ne doit se retrouver sans revenu. C'est pourquoi nous instaurerons, dans une perspective de réinsertion, un revenu minimum qui sera négocié avec les partenaires sociaux. Sa gestion pourra être assurée par les



collectivités locales. Son niveau devra s'approcher des revenus minima prévus par le Fonds national de solidarité ;

- l'augmentation du nombre des personnes âgées, la modulation de l'âge de la retraite et la prolongation de la durée de vie conduiront à un effort particulier de financement de nos retraites. Pour couvrir le risque vieillesse, les mécanismes de répartition doivent conserver une place centrale dans nos régimes de retraite ; une réflexion doit aussi être menée sur le rôle des retraités dans la société ;

- les projections démographiques révèlent aussi l'augmentation forte de population très âgée. Développons nos services et nos équipements d'accueil et d'insertion des personnes en perte d'autonomie ;

- il nous faudra aussi défendre le droit au logement social en poursuivant l'action de réhabilitation des H.L.M. et en sauvegardant l'aide au logement.

Les prélèvements fiscaux et sociaux continueront à être réformés. D'une part en rééquilibrant l'imposition du capital par rapport à celle du travail, (en particulier, en rétablissant une imposition sur les grandes fortunes) contrairement à ce que la Droite est en train de faire ; d'autre part, en réaménageant profondément la fiscalité locale et les prélèvements sociaux, qui devront prendre en compte l'ensemble du revenu et cesser d'être dégressifs. Ces aménagements tiendront compte de l'évolution des structures familiales.

Faire un puissant effort de formation et de recherche

Il faut faire un véritable bond en avant dans la formation des Français de tous âges. Trop de garçons et de filles sortent du système éducatif sans diplôme ou avec un diplôme inadapté. Ce gaspillage est économiquement coûteux, socialement injuste et moralement haïssable. Pour donner à chacun des chances égales, un effort considérable doit être fait pour améliorer le service public de l'enseignement dans le respect de la laïcité.

L'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat en l'an 2000 reste le nôtre, de même que la revalorisation des qualifications professionnelles de ceux qui s'engagent dans la vie active sans avoir atteint le niveau du bac. Mais cet effort et celui qu'il faut fournir pour les universités seront coûteux. Il nous faut donc dégager des ressources nouvelles si nous voulons que ces projets ne soient pas vains. Cette priorité donnée à la formation imposera des choix budgétaires importants dont nous devons avoir pleinement conscience.

Une loi de programmation permettra d'inscrire dans un cadre pluriannuel l'effort nouveau consenti par l'État, mais aussi, à travers des contrats de plan, par les départements et les régions, en faveur des lycées et de l'enseignement supérieur.

L'effort en faveur de la recherche sera développé afin de permettre à notre pays de tenir sa place dans la compétition internationale, à l'instar de la politique conduite avec succès entre 1981 et 1985.

La formation permanente, elle aussi, devra être fortement développée. Les sommes consacrées à cette fin peuvent être mieux utilisées. La formation est un investissement de l'entreprise et un droit du salarié qui devrait pouvoir être intégré dans le contrat de travail.

Les socialistes étudieront la possibilité de reconnaître à chaque jeune un crédit formation, utilisable pendant toute la durée de sa vie active et permettant l'alternance entre période de travail et période de formation.

Pour améliorer la vie quotidienne

Être à l'écoute de la population

La demande qui s'exprime dans le pays est multiple ; elle réclame à la fois la protection de la collectivité, la solidarité et le droit à l'autonomie. L'erreur des libéraux est de n'y voir que le rejet de la présence, jugée excessive, de l'État. Mais, dans le même temps, s'exprime le refus de voir disparaître la protection collective à laquelle chacun a le sentiment d'avoir droit. Les réticences, lorsqu'elles existent, portent surtout sur le caractère imposé et considéré comme non négociable de la prise en charge collective des problèmes individuels. La demande n'est pas celle d'un désengagement social. Elle est celle de mécanismes collectifs plus accessibles, moins anonymes, sur lesquels on peut éventuellement agir et qui laissent à l'individu une possibilité de choix.

La façon dont s'organise la jeunesse face aux problèmes auxquels elle est confrontée constitue à cet égard un excellent révélateur. Elle doit nous faire réfléchir sur la mission des partis politiques, héritée d'une tradition militante née dans le cadre de grandes organisations stables ayant vocation à structurer la vie démocratique et à étendre leur influence sur une large partie de la vie sociale.

Les jeunes générations démontrent leur militantisme. Ils choisissent parfois des formes d'organisation différentes de celles qui structurent traditionnellement l'action des organisations de gauche.

Cette démarche, à la fois individuelle et collective sous-tend les réactions des Français sur bien des sujets.

Il nous appartient donc d'en tirer des enseignements notamment en ce qui concerne le fonctionnement de notre Parti.

Équilibrer les relations entre l'individu l'État et la société

a) L'idéologie de la Droite cherche à entretenir chez les Français une confusion entre l'État, le gouvernement et la bureaucratie. Personne n'aime la bureaucratie. En lui assimilant l'État, la Droite cherche à discréditer ce dernier. Seul le gouvernement garderait alors un certain prestige qui servirait à légitimer la colonisation de la haute administration à laquelle le R.P.R. se livre. En présentant l'intérêt général comme la somme des intérêts particuliers, les libéraux justifient le démantèlement des services publics lorsqu'ils sont rentables et dénigrent systématiquement le travail des fonctionnaires.

Nous voulons un État qui remplisse mieux qu'il ne le fait aujourd'hui les fonctions qu'il est seul à pouvoir assurer, nous voulons un État qui évite par sa présence la domination du fort sur le faible, mais nous voulons aussi un État qui soit plus efficace. Parce qu'il est le garant des libertés et l'instrument de la solidarité, nous voulons que l'État tienne toute sa place. Mais parce qu'il doit assumer ses missions au moindre coût, parce qu'il doit être au service de la population et non peser sur les hommes et gêner leurs initiatives, nous voulons moins de bureaucratie.

Le rapport avec l'administration ne doit plus être vécu comme une épreuve. Pour changer cette situation il faut entreprendre de traiter différemment l'énorme masse des situations banales et répétitives qui peuvent, dès lors qu'elles correspondent à des cas types, faire un large appel à l'informatique, et les situations particulières qui doivent être beaucoup plus personnalisées.

Pour être plus efficace, il faut être plus près du terrain. Plusieurs instances regroupant les administrations, les collectivités locales et les associations ont été créées de 1981 à 1986 ; elles concernent la prévention de la délinquance,



la réhabilitation des quartiers ou la promotion des banlieues. Aujourd'hui, elles sont vidées de leur substance, elles devront être réactivées et leurs compétences étendues, notamment pour entreprendre une grande politique de réhabilitation des logements sociaux.

b) Après plusieurs siècles de centralisme et quelques tentatives velléitaires des gouvernements de droite, la décentralisation a été vigoureusement engagée dès 1981. Aujourd'hui elle est en panne. Il convient de faire en sorte que les problèmes qui n'ont pas besoin d'être abordés au niveau national puissent être traités là où ils se posent. La décentralisation doit être poursuivie dans quatre directions : le statut des élus, la participation des citoyens, les finances locales et la déconcentration. Rien ne serait pire qu'une décentralisation en cascade où, à tous les étages, chacun s'exprimerait à tour de rôle sur chaque sujet. Sans revenir sur la répartition des compétences, la Droite a limité les transferts de ressources vers les collectivités locales. Faute d'un rapide réaménagement de leurs finances, elles risquent d'être paralysées. En panne, la décentralisation est en danger. Dans les D.O.M. et les T.O.M., cette panne peut conduire à des affrontements. Cette situation est particulièrement préoccupante en Nouvelle-Calédonie en raison de la politique du gouvernement.

Pour les D.O.M. et les T.O.M., chacun avec leurs spécificités, les socialistes poursuivront la décentralisation initiée par les gouvernements de gauche, l'émancipation économique et l'ouverture vers les pays voisins, ils accroîtront les moyens de promouvoir l'identité des D.O.M. et des T.O.M. dans l'ensemble français.

c) Cependant, le transfert des lieux de concentration et de décision au niveau local ne trouvera son efficacité que si tous les habitants concernés y sont associés. C'est pourquoi la question de l'association des immigrés à la gestion locale doit être clairement posée. Ce qui est en question, c'est la place dans la société française des populations d'origine étrangère qui se trouvent sur notre sol en situation régulière et qui souhaitent y demeurer.

À la politique de rejet pratiquée par la Droite, il faut opposer clairement une politique d'accueil et d'intégration qui suppose une réelle maîtrise des flux migratoires et une lutte contre l'emploi clandestin. Tout en prenant en compte les différences, il s'agit de rendre solidaires toutes les composantes ethniques et culturelles de la société et de donner à chacun, quelle que soit son origine, la possibilité de devenir un citoyen à part entière.

C'est dans cette perspective qu'il faut obtenir le retrait du projet Chirac-Chalandon sur la réforme du Code de la Nationalité.

d) Le monde associatif connaît aujourd'hui de grandes difficultés. Les associations permettent aux citoyens de s'organiser librement pour prendre en charge collectivement les différents aspects de la vie. Écoles de responsabilité, elles constituent dans plusieurs domaines des alternatives efficaces à la lourdeur de l'administration et au coût des services privés. Ce sont les associations qui dans notre pays permettent au plus grand nombre, notamment autour de l'école, de participer à des activités culturelles, sportives ou sociales. En combattant l'isolement de l'individu face au pouvoir et aux grands intérêts, le tissu associatif est une des composantes les plus prometteuses et les plus dynamiques d'une société solidaire.

Mais les associations ne peuvent vivre uniquement du bénévolat, remplissant souvent des missions au service du public, elles ont besoin des fonds publics. La Droite méprise cette action collective. Aussi le budget de 1987 prévoit-il un recul sans précédent du soutien de l'État à la vie associative. Dès notre retour au pouvoir nous devons rétablir ces moyens budgétaires et engager avec les associations un dialogue sur leur développement futur.

e) L'égalité des chances entre les hommes et les femmes est loin d'être réalisée. Une politique globale en faveur des droits des femmes avait été amorcée. La Droite l'a interrompue. Elle devra être reprise, amplifiée et adaptée à l'évolution de la société.

f) Dans les relations entre l'individu et la société, le combat pour la liberté de la communication qui doit garantir l'expression pluraliste des idées et des opinions a pris une forme nouvelle avec le développement de l'audiovisuel.

La lutte des républicains au cours du XIX^e siècle a notamment cherché à assurer l'existence d'une presse libre, préservée de la censure de tous les pouvoirs. Aujourd'hui, l'évolution des techniques ne doit pas conduire à la confiscation de cette liberté par des puissances financières. Les concentrations qui se produisent dans la presse écrite comme dans l'audiovisuel constituent une menace pour le pluralisme et donc pour la démocratie. La Droite soumise à la pression de quelques grands groupes facilite leur main-mise sur les chaînes de télévision. La privatisation de TF1 et le démantèlement de l'audiovisuel public n'ont pas d'autre objet.

Pour nous, l'organisation de l'audiovisuel doit permettre une concurrence entre un secteur public fort, garant de la qualité des programmes et les initiatives privées. De retour au pouvoir nous rétablirons la liberté et le pluralisme dans le domaine des médias. La commission-croupion qui a montré à l'occasion de la récente nomination des présidents de chaîne qu'elle ne disposait d'aucune autonomie sera supprimée et le principe de la Haute Autorité rétabli. TF1 redeviendra une chaîne de service public.

Savoir protéger notre environnement

La protection de l'environnement est un problème auquel sont confrontés tous les pays industrialisés (pluies acides, déchets nucléaires et industriels, qualité de l'eau et de l'atmosphère, équilibre du paysage, etc.). Ces questions viennent d'être dramatiquement actualisées par des catastrophes récentes et nous pensons que l'opinion française, et notamment la jeunesse, ne restera pas longtemps insensible aux risques que fait courir une industrialisation non maîtrisée.

Les socialistes, qui savent qu'il ne faut pas imputer aux progrès de la science et de la technologie les méfaits qui relèvent d'un mauvais usage de la société, n'opposent pas écologie et développement économique. Nous ne voulons pas limiter la croissance économique parce qu'elle serait nuisible ; nous voulons orienter notre modèle de développement pour qu'il prenne en compte la protection de la population et de notre patrimoine naturel. De réelles possibilités de croissance et d'emploi peuvent en résulter.

Pour mieux répondre à ces préoccupations, il est nécessaire d'associer plus largement les citoyens aux décisions. La décentralisation et la vigueur de la vie associative constituent à cette fin des atouts essentiels. Les événements de Tchernobyl notamment nous ont montré, par ailleurs, que l'existence d'instances d'information indépendantes, à l'objectivité reconnue par tous, était indispensable à la prévention et au contrôle des risques majeurs ainsi qu'à une gestion démocratique des crises pouvant en découler.

Mais nous devons savoir que notre efficacité dans ce domaine dépend, pour une large part, des efforts de recherche scientifique et technologique que nous saurons mettre en œuvre et de la coopération internationale qu'il nous faudra promouvoir.



Pour tenir notre place sur la scène internationale

Jouer totalement la carte de l'Europe

La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. Partisans résolu d'une union européenne disposant d'un véritable pouvoir politique et comportant une union monétaire complète, une politique extérieure et une défense communes, les socialistes savent que ces objectifs pour être atteints supposent que s'affirme une volonté politique à longue portée chez nous comme chez nos partenaires. Il s'agit de faire avancer la prise de conscience de l'identité européenne face aux deux plus grandes puissances militaires (E.U. - U.R.S.S.) et technologiques (E.U. - Japon). Bref, ce que veulent les socialistes, c'est une Europe capable de jouer pleinement son rôle mondial, travaillant à la détente Est-Ouest et à la libération économique, politique et sociale des pays du tiers-monde, une Europe qui sache refuser la vassalisation et le déclin.

Cette Europe exige que soit poursuivie la réforme de la Politique Agricole Commune. Celle-ci, victime des excédents de certains produits, est soumise à une contrainte budgétaire et doit s'orienter vers une meilleure maîtrise de la production et de nouvelles formes de développement assurant mieux les équilibres régionaux et la réduction des inégalités. À cet égard, il faut redéfinir les objectifs et les modalités de la politique de prix agricoles et de la répartition des aides entre agriculteurs et entre régions.

Ainsi, l'identité de la France et celle de l'Europe, loin d'être des notions contradictoires, peuvent se révéler complémentaires, si nous savons voir loin et tenir bon. Dans l'immédiat, il convient à l'horizon 1992 de tirer toutes les conséquences de la constitution du marché unique qui doit permettre une libre circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes. Cette immense ambition n'a de sens que si elle est accompagnée d'une plus grande cohésion des politiques et des réglementations, en matière d'industrie, de commerce extérieur, de grands projets communs, de culture enfin ; la recherche, l'apprentissage des langues, l'audiovisuel, autant de domaines où la personnalité européenne peut et doit s'affirmer. Il est temps par ailleurs de faire passer le S.M.E. à la deuxième étape qui suppose l'utilisation de l'écu comme monnaie de réserve.

Le rapprochement de la France et de l'Allemagne, dans une relation plus équilibrée, reste pour nous un objectif majeur.

Le Parti socialiste prendra aussi l'initiative de susciter une action commune des socialistes européens pour lutter contre le chômage, notamment en créant les conditions d'une croissance plus forte.

Contribuer au développement du Tiers Monde

La dette des pays du tiers monde atteint aujourd'hui quelque 1 000 milliards de dollars. Nous vivons un scandaleux paradoxe qui veut que les P.V.D. versent maintenant quelque 30 milliards de dollars par an aux pays développés, lesquels entretiennent à l'inverse des relations de charité tout en diminuant leur aide publique au développement. Ainsi, la dépendance s'accroît. Les solutions « orthodoxes », préconisées notamment par le F.M.I., ont montré leur nocivité. Un rééchelonnement négocié de la dette est nécessaire. Mais, à plus long terme, la communauté internationale devra prendre en charge un véritable allègement des créances, au risque de voir le Sud s'enfoncer de plus en plus dans le cercle vicieux de la pauvreté dont les économies du Nord, elles-mêmes, pâtiront à terme.

Quant à l'aide alimentaire, si elle est évidemment nécessaire en cas d'urgence, elle doit rester l'exception. Nous devons chercher à favoriser l'autodéveloppement en favorisant les regroupements régionaux et en faisant accepter par la communauté internationale un protectionnisme sélectif permettant aux pays du tiers monde d'augmenter leurs productions vivrières.

Assurer notre défense et favoriser le désarmement

Les socialistes fondent leur approche de la sécurité sur des principes constamment défendus par eux : la sécurité collective, le règlement pacifique des conflits, le désarmement mutuel, équilibré et contrôlé en commençant par les deux superpuissances.

L'avenir de notre défense doit rester fondé sur la dissuasion nucléaire. Celle-ci doit être constamment modernisée afin d'être maintenue en état. Destiné d'abord à garantir les intérêts vitaux de la France, mais aussi appeler, d'une façon ou d'une autre, à contribuer à la sécurité de nos partenaires européens, notre arsenal nucléaire doit pouvoir répondre à ces fonctions sans être redondant.

Face à la conception que la Droite se fait des problèmes militaires – plus proluxe en moyens, moins exigeante dans les conceptions stratégiques – et compte tenu des évolutions qui se dessinent à l'Est et à l'Ouest, les socialistes devront approfondir et actualiser leur réflexion sur la défense. Ils le feront notamment sur les sujets suivants : approche européenne de la défense, nouveaux systèmes d'armes (notamment chimiques), place et équilibre des armements conventionnels.

Défendre les droits de l'homme

Les socialistes défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La lutte pour les libertés et les droits de l'homme a pour eux un caractère universel, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud. À ce titre, le combat contre le système qui institutionnalise le racisme sous le nom d'apartheid mobilise toute leur énergie.

Prendre les moyens d'agir

Les moyens du pouvoir

Dans une économie comme la nôtre, l'intervention de l'État reste déterminante. N'en déplaise à certains, les économies occidentales qui fonctionnent le mieux sont celles où l'État est le plus efficace. Non seulement l'intervention de l'État est légitime pour prendre en compte les contraintes collectives (équilibre des échanges extérieurs, solidarité, etc.), mais encore elle est indispensable pour suppléer le marché lorsqu'il est défaillant.

Pour nécessaire qu'il soit, qui peut penser que le marché soit le produit de la liberté économique ? Le marché, à lui seul, en raison de ses imperfections, ne peut suffire à organiser l'économie.

On nous presse de dire si nous renationaliserons lors de notre retour au pouvoir. Outre que cette question sera sans doute, en 1988, d'une ampleur limitée (en raison de la lenteur des privatisations), le succès des nationalisations a été paradoxalement attesté par l'engouement que leur mise sur le marché occasionne. La nationalisation n'est pas une fin en soi, elle est un instrument qui ne saurait être adapté à toutes les situations mais qui a montré, dans de



nombreux cas, qu'il pouvait être nécessaire. Les banques et de grands groupes industriels nationalisés par le premier gouvernement de la gauche ont été redressés, restructurés et assainis financièrement ; ils sont aujourd'hui devenus des affaires rentables que le gouvernement de Jacques Chirac entreprend de mettre à l'encan. Outre la dilapidation du patrimoine national que représentent ces privatisations, outre la stérilisation de ces capitaux qui ne sont en rien de nouveaux financements de l'économie, certaines de ces dénationalisations risquent d'amoindrir la capacité d'initiative et de dynamisme de l'économie française.

C'est essentiellement dans cette perspective et aussi pour assurer le contrôle de la Nation sur le crédit, que devra être examinée l'opportunité de renationalisations. Elles ne sauraient pour autant être systématiques.

Pour mettre en œuvre les grandes orientations nationales, un plus grand rôle sera donné au Plan. Vigie qui signale à l'avance les évolutions perceptibles dans les changements technologiques ou sociaux, lieu où se confrontent les différentes visions de l'avenir qu'ont les partenaires économiques et sociaux, le Plan doit être l'arbitre des choix publics. Il doit en garantir la cohérence de manière à associer non seulement les forces sociales mais aussi, par une démarche contractuelle, les grandes entreprises et les régions. Il faut lui donner les moyens et la place dans l'appareil d'État qui sont indispensables. Ouverte sur le marché mondial mais structurée autour de quelques grands axes, les objectifs d'une planification moderne pourront être la recherche, la formation, le développement de la filière électronique et du secteur agro-alimentaire, la réhabilitation du logement social, l'accélération de la mise en place du réseau des trains à grande vitesse.

L'aménagement du territoire redeviendra un impératif d'intérêt national en relation étroite avec la politique des régions et l'avenir de l'Europe. L'État doit jouer son rôle d'impulsion et de péréquation, notamment dans le cadre des contrats de plan État-Région.

Mais la discussion autour du Plan qui se mène entre les partenaires sociaux ne doit pas éclipser le débat parlementaire. Le Parlement doit rester le lieu où les grandes visions de l'avenir de la société française se confrontent et où la loi s'élabore. Le dessaisissement de l'Assemblée, ramenée par le gouvernement R.P.R.-U.D.F. à une simple chambre d'enregistrement, met à mal la tradition démocratique de la France.

Nous devons, à l'inverse, restaurer le débat dans toutes les instances. D'abord, le Parlement, mais aussi les autres lieux où se détermine le rapport des forces sociales. À cet égard, il convient de créer les conditions d'un compromis social qui assure à chacun son dû. Les salariés, en particulier, doivent obtenir la juste contrepartie de l'effort qui leur est demandé pour assurer le redressement économique. Il est fondamental que, dans la définition et l'application de la politique économique et sociale, les divers groupes sociaux puissent voir les efforts à consentir et les progrès à espérer. Il est important que soient établies des dispositions permettant aux travailleurs des petites et moyennes entreprises, privés souvent de porte-parole et de représentant syndical, de ne pas être abandonnés à l'arbitraire. Il est essentiel que les organisations syndicales puissent se renforcer car des partenaires sociaux puissants sont un atout essentiel pour la réussite du pays. Pour mettre en œuvre ce compromis social, la politique contractuelle devra être considérablement renouée et renforcée. Les pays dans lesquels le dialogue social est le plus développé sont aussi ceux qui obtiennent les meilleurs résultats en matière de formation ou d'emploi. La concertation est à rechercher à tous les niveaux. Des négociations séparées seront à ouvrir qu'il s'agisse de l'aménagement du travail ou de la formation professionnelle, de la mobilité ou de la politique salariale. L'objectif central de ces négociations — dont les formes pourront varier dans l'espace et le temps — sera de favoriser une politique de croissance génératrice d'emplois.

La stratégie

Le Parti socialiste a été depuis 1971 (Congrès d'Épinay) l'élément moteur du rassemblement des forces de gauche. À partir de 1974, il s'est affirmé la première force de gauche avant de devenir le premier parti de France.

La stratégie d'union a permis les victoires de 1981, car dans le même temps, la Droite affaiblie par la crise et son incapacité à la surmonter, s'est profondément divisée.

Après cinq ans de gouvernement, en dépit d'un résultat électoral très élevé pour le Parti socialiste, nous avons perdu les élections législatives de 1986. La défection du Parti communiste à partir de 1983-1984 a contribué à affaiblir l'ensemble de la Gauche qui n'a réuni au printemps 1986 qu'environ 45 % des suffrages contre environ 55 % à la Droite et l'extrême-droite. Il nous faut aussi ramener à gauche des couches entières de l'électorat populaire qui, touchées durement par la crise, se réfugient dans l'abstention ou s'égarent quelquefois vers l'extrême-droite. À nous d'être plus présents auprès des Français en difficulté. Nous devons intensifier notre action pour l'amélioration des logements H.L.M., nous engager plus fortement dans les actions de réinsertion au côté des chômeurs, des jeunes sans emploi, de tous ceux qui souffrent. Cet engagement militant constitue une condition de la réunification du mouvement populaire et de la protection de notre démocratie contre les aventures.

Pendant plusieurs mois, depuis les dernières élections, le Parti socialiste n'a pas bénéficié, comme d'ailleurs l'ensemble de la Gauche, d'un regain de faveur à l'occasion des élections partielles, lui permettant de renverser cette tendance ; cela commence à changer. Par ailleurs dans les sondages, les socialistes sont perçus comme le principal élément de l'alternative au pouvoir actuel et il semble que l'on observe sur la longue période une tendance au resserrement de l'écart. Les socialistes bénéficient du fait que François Mitterrand est Président de la République. Celui-ci recueille une forte adhésion de toute la Gauche. Son rôle éminent en matière de politique étrangère et de défense est reconnu. Son comportement face aux tensions qui secouent le pays, ses appels à la cohésion sociale, condition de la cohésion nationale, ont renforcé son autorité morale auprès d'une grande majorité de Français.

Les socialistes soutiennent l'action du Président de la République. Dans le même temps, ils sont tout entier engagés dans l'opposition. Ils critiquent et combattent la politique réactionnaire du gouvernement et de sa majorité. Ils opposent à cette politique l'œuvre accomplie ces dernières années. Ce faisant, ils tiennent compte de l'expérience qu'ils ont acquise au pouvoir. Les socialistes ont prouvé leur capacité à conduire la France ; les succès remportés au cours de ces cinq ans commencent à faire contraste avec les échecs du gouvernement Chirac.

Pour l'avenir, l'ancienne stratégie d'Union de la Gauche est bloquée pour deux raisons. La première est quantitative puisque le P.S., plus le P.C., ne font plus une majorité. La seconde est qualitative dans la mesure où le P.C. ne veut plus de l'alliance. Une union brisée, recollée, puis brisée à nouveau peut difficilement être crédible dans l'opinion.

D'un autre côté, le Parti socialiste ne peut pas, à lui seul, être l'alternative politique. Il n'est pas dans la situation du Labour Party ou de la social-démocratie suédoise. Le Parti socialiste peut tenter d'avancer vers ce but, mais il n'y est pas, et il sera difficile d'y parvenir à court ou moyen terme.

Aussi, le Parti socialiste entend-il s'adresser, au-delà de ses propres forces, à toute la Gauche. Quelles que soient les difficultés de l'unité, il n'abandonnera jamais ce terrain là. Sa vocation sera toujours de rassembler les forces de la Gauche. La création du Conseil National de la Gauche et des forces de progrès répond à cet objectif ; elle peut stimuler le mouvement de rassemblement dès lors que le Conseil National sera relayé par des conseils départementaux et par la multiplication de lieux de rencontre locaux.

À cette fin, le Congrès appellera à une campagne pour



des initiatives de création dans tout le pays de tels lieux de rencontre.

Mais le Parti socialiste entend aussi s'adresser à tous ceux qui s'inquiètent des menaces qui pèsent aujourd'hui sur nos libertés, sur l'indépendance nationale comme sur la construction européenne.

Première force politique du pays, le Parti socialiste se sent responsable de l'avenir de la France. Il est le pôle naturel de rassemblement des femmes et des hommes de gauche qui demeurent fidèles à l'union des forces populaires. Il entend aussi être le principal instrument du rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui sont animés par un profond désir de justice et de progrès.

Le rassemblement de la Gauche a sa dynamique qui s'exprimera lors des prochaines élections présidentielles. Elle doit permettre de dégager une majorité de progrès ouverte à tous ceux qui refusent la politique réactionnaire de la Droite. Il est exclu de construire cette majorité par une négociation avec tel ou tel parti de l'actuelle coalition de Droite. Depuis mars 1986, les socialistes mènent une opposition résolue au gouvernement Chirac et aux formations qui le soutiennent. Après 1988, il n'y aura ni « dérive centriste », ni résurrection de la « troisième force ». C'est autour de notre projet politique que nous rassemblerons nos électeurs aujourd'hui hésitants et que nous constituerons la majorité présidentielle de demain, puis la majorité du progrès nécessaire à la France.

Pour rassembler, il nous faut nous appuyer d'abord sur la dynamique présidentielle. Car si nous gagnons l'élection présidentielle dans un rassemblement qui transgresse, dans ce moment politique, les frontières habituelles des électors des partis, alors il sera possible d'utiliser la percée de la présidentielle pour rebâtir une majorité de progrès pour gouverner.

Le Parti socialiste, pour sa part, pense qu'il conviendra de s'appuyer sur la victoire présidentielle pour rassembler dans le pays les forces politiques capables de conduire à l'Assemblée une majorité de progrès, autour des socialistes, avec le Président.

Le P.S. et sa direction

Le Congrès devra permettre à la direction du Parti socialiste de se renouveler.

Il lui faut d'abord fusionner les expériences : celle du pouvoir exercé, celle du parti maintenu. Des hommes et des femmes de qualité ont gouverné en notre nom, acqué-

rant une expérience précieuse. D'autres ont assumé la vie du Parti, lui permettant d'exister malgré les contraintes des institutions de la V^e République. Les uns et les autres doivent être associés à la direction.

Il faut ensuite concentrer les responsabilités. Notre direction est trop nombreuse et trop lourde. Chacun de nos courants de pensée devra prendre sa part de la mise en place d'un dispositif plus rationnel et plus efficace.

Ainsi notre congrès aura-t-il permis de choisir les orientations et de désigner les hommes et les femmes pour les mener à bien.

La direction issue du Congrès devra amplifier l'effort de modernisation du fonctionnement du Parti, déjà engagée par la Convention du Pré Saint-Gervais. Il faudra poursuivre dans cette voie en particulier en ce qui concerne l'information des militants, les moyens de communication et d'expression du P.S., l'insertion du Parti dans la société et le développement de son potentiel d'adhérents. Nous entendons maintenir au Parti socialiste un but de transformation de société.

Pour qu'une société change, il faut l'adhésion profonde et raisonnée des millions de citoyens capables de devenir acteurs de ce changement.

Cette adhésion ne peut intervenir sans l'existence d'une organisation capable de réunir des femmes et des hommes sur un projet collectif, pour le faire partager ensuite à une majorité de leurs concitoyens.

La reconquête du pouvoir passe nécessairement par une organisation plus poussée du Parti et une pratique militante prenant en compte les secteurs abandonnés par un Parti communiste qui s'affaisse.

Notre Parti doit aussi réaffirmer sa double identité de Parti démocratique et de parti de débats.

Parti démocratique, car chaque militant sait que sa voix compte dans les décisions du Parti. Cela est vrai au moment des congrès et des votes d'orientation, cela doit l'être de nouveau au moment des désignations aux différentes élections.

Parti de débats, car le socialisme ne saurait aller sans approfondissement constant de nos analyses qui ont à prendre en compte l'évolution de notre société.

Après le Congrès de Lille, le Comité Directeur prendra les dispositions nécessaires pour élaborer et soumettre, avant la fin de l'année, à l'instance qualifiée les orientations du Parti en vue de l'élection présidentielle.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



PSinfo

organe officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Tout membre du Parti peut s'abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin. Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinataires le samedi matin.

Tous les secrétaires fédéraux, tous les secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement et gratuitement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un

Abonnement réduit de 70 % sur le montant de cet abonnement, soit : 60 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F à « P.S. Info », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».

LE COMITÉ DIRECTEUR DE SYNTHÈSE

DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Samedi

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier qui donne immédiatement la parole à Jean Poperen pour le rapport d'activité de la direction nationale.

Georges Sarre présente un rapport sur la situation politique au sein de la Gauche et Jean-Paul Bachy rend compte au Comité directeur des travaux de la Commission nationale Entreprises qui s'est réunie le 31 janvier.

Luc Soubré soumet ensuite au Comité directeur une motion de soutien aux instituteurs en lutte. Après interventions et propositions d'amendement de Louis Mexandeau, Christiane Mora et Denise Cacheux, la motion est adoptée à l'unanimité moins sept abstentions.

Seul intervenant dans le débat général, Bernard Thareau est suivi à la tribune du Premier secrétaire, Lionel Jospin, qui commente à son tour la situation politique avant d'introduire le débat sur la synthèse.

Dans ce débat interviennent successivement, Michel Charzat, Pierre Mauroy, puis l'après-midi, Robert Chapuis et Jean-Pierre Worms.

Après que le Comité directeur ait approuvé la composition de la commission des résolutions proposée par Marcel Debarge, Claude Estier lève la séance pour permettre à celle-ci de se réunir.

Dimanche

Louis Mermaz présente, au nom de la commission des résolutions, unanime, un texte de motion de synthèse qu'il propose au Comité directeur d'adopter tout en donnant mandat au Bureau exécutif pour intégrer quelques amendements techniques ayant recueilli un accord sur le fond, et pour procéder le cas échéant à des ajustements de forme. Après de brèves interventions de Bernard Thareau, Jean-Pierre Chevènement, Louis Mexandeau et Robert Chapuis, le texte « **Rassembler pour gagner** » est adopté à l'unanimité. Lionel Jospin conclut alors les travaux du Comité directeur.

LES RAPPORTS

Jean POPEREN :

Rapport d'activité de la direction nationale

Après avoir rendu compte de l'activité des différents secteurs du Parti, Jean Poperen aborde l'examen de la situation politique.

« Sur le point très bref que nous pouvons faire de l'évolution de la situation politique en France, observons que notre Congrès se tiendra après tout juste un an de gouvernement de Droite mais on voit dès maintenant assez bien quel bilan nous pourrions dresser.

Depuis notre Convention nationale, en moins de deux mois, la situation s'est sensiblement détériorée dans quasiment tous les domaines. La dégringolade paraît s'accélérer.

La grève des cheminots, qui s'est un moment étendue à d'autres services publics, a été le temps fort d'une poussée sociale qui s'est enclenchée sur le mouvement des

étudiants et lycéens. Les actions dans le secteur public exprimaient le refus d'une politique systématique d'injustice sociale et de pratiques autoritaires. Les conditions dans lesquelles se sont achevés ces mouvements et l'évolution économique de ces deux derniers mois permettent de penser que des risques de nouvelles secousses sociales sont en train de mûrir. Mais je pense que, dans son intervention, en prolongement de ce rapport, Jean-Paul Bachy y reviendra à la lumière des délibérations de la Commission compétente.

Car le gouvernement ne peut désormais – c'est le second point – cacher qu'il ne tient plus rien de sa politique économique. Le seul mérite dont il se vantait était de s'être maintenu sur la lancée de notre réussite de lutte contre l'inflation. Mais voilà que le ministre de l'Économie et des Finances, sans d'ailleurs beaucoup prendre garde des



conséquences immédiates pour ses collègues, mais c'est une remarque en passant, annonce lui-même que les indices des prix vont repartir vers le haut. Une libération des prix, brutale et non modulée, est la cause principale de ce renversement de tendance. Les loyers, à Paris notamment, certains services, flambent.

Les prix se remettent donc en marche, au moment où le gouvernement verrouille les salaires plus hermétiquement que jamais. Le refus brutal opposé aux fonctionnaires provoque l'opposition de l'ensemble des organisations syndicales. La concertation Chirac, en fait, c'est le refus.

Et c'est le troisième point, Chirac c'est le refus de la concertation, tout simplement. Au moment même où le chef du gouvernement annonce théâtralement qu'il va – par sa conférence de presse du début de la semaine – après dix mois, inaugurer la pratique de la concertation, il assène aux instituteurs le décret des « petits chefs ». C'est toute une philosophie qui s'exprime là et que rejettent massivement les instituteurs et leurs organisations syndicales.

Les outrances même de cette politique produisent leurs effets – et c'est la quatrième remarque brève que je voudrais faire ici. Toutes les enquêtes d'opinion expriment la chute de confiance en Chirac, la perte de crédibilité du chef du gouvernement. Du coup, sa majorité paraît se distendre. Le Groupe parlementaire R.P.R. se raidit et exige une nouvelle radicalisation de la politique de la Droite, tandis que l'U.D.F. évolue vers un regroupement autour de Barre. Observons que la Droite, comme toujours, a un « sauveur » de rechange. Hier, souhaité par les seuls centristes, Barre attire maintenant tous ceux qui ne croient plus en Chirac. La faveur de l'opinion peut être passagère et gardons-nous

de tirer des conclusions définitives pour les échéances électorales à venir de l'actuelle montée de Barre, cette faveur peut être passagère comme l'a été la défaveur qui n'était pas moins marquée il y a quelques mois. Mais c'est un fait que la Droite cherche à pousser en avant l'homme des 14,5 % d'inflation, l'homme du doublement du nombre des chômeurs, l'homme qui, le premier, a lancé le slogan des « nantis » contre les travailleurs du secteur public, l'homme qui soutient sans défaillance la politique de Chirac.

Les plus récentes enquêtes d'opinion, comme les plus récentes élections partielles paraissent montrer que les divers mécontentements sociaux commencent à trouver maintenant leur expression politique. Il y a semble-t-il un début de dégel mais, nous le ressentons tous et ce fut l'appréciation du Bureau exécutif dans ses deux dernières réunions où ces résultats ont été examinés, nous sentons tous qu'il faut être prudents dans notre appréciation. Malgré tout, il apparaît que l'écart gauche droite se resserre peu à peu pour les législatives. En revanche, observons que du fait de la montée de Barre et compte tenu des enquêtes d'opinion dont nous savons la valeur relative, l'issue de la Présidentielle dans les diverses hypothèses semble moins assurée qu'il y a quelques semaines, mais ce sont là des phénomènes que nous aurons à suivre de près bien entendu au cours des prochains mois.

En tout cas, et pour en terminer, les évolutions en cours rendent plus pressante notre tâche de rassemblement dont je crois qu'on peut dire, sans anticiper sur le débat à venir, qu'il va être une préoccupation centrale de notre Congrès. D'autant que les derniers accès de sectarisme et d'isolationisme du P.C.F. ne faciliteront pas cette tâche. »

Georges SARRE :

Communication sur la situation des diverses formations de gauche

« ... La crise d'identité du P.C.F. survenue en 1974 a été gérée par la rupture de l'Union de la gauche : la crise d'identité née de l'exercice du pouvoir, de 1981 à 1984, a été également écourtée par la rupture de juillet 1984. Mais aujourd'hui, avec qui rompre, sinon avec une partie du Parti ?

La stratégie initiale des rénovateurs a trouvé ses limites. Dès lors qu'ils affichaient ostensiblement leur volonté de ne pas s'écarter des règles du centralisme démocratique, comment aurait-il pu en être autrement ?

Cette rétraction du P.C.F. laisse à découvert une partie de l'espace politique à gauche. Je ne crois pas que l'idée d'une formation où se retrouveraient les alternatifs, les rénovateurs, les écologistes ou les pacifistes ait beaucoup de chance d'occuper cet espace.

On ne peut pas non plus simplement compter sur le temps pour que le reclassement de l'électorat communiste intervienne. Nous avons le devoir de le favoriser en anticipant.

L'idée d'un Parti socialiste héritier de toute la Gauche, dans un mouvement de recomposition de la Gauche, est probablement plus féconde. Est-ce trop anticiper que d'imaginer un retour au Parti de J. Jaurès ?

L'électorat communiste n'est pas seulement protestataire ; il est marqué par une exigence forte de transformation sociale. Il nous pose également la question d'une structuration de courants politiques de gauche qui n'envisagent pas de se joindre à nous (communistes unitaires, P.S.U., M.R.G., gaullistes de gauche) et qui veulent garder leur autonomie.

L'avenir de notre Parti est-il d'incorporer tous ces hommes, tous ces talents, toutes ces sensibilités ? Je ne le pense pas. Donc, pour l'immédiat, il nous faut proposer les voies et moyens de respecter l'identité des uns et des autres, mais d'associer les forces le moment venu. Bref de préparer la majorité présidentielle et la majorité de progrès.

La voie ouverte par le Conseil national de la Gauche. Notre tâche est double. La première est d'être un pôle de ralliement pour ceux qui veulent rejoindre notre parti. La mise au point de notre projet, de notre plate-forme sera le meilleur instrument de cette démarche.

La seconde est d'aider à l'émergence de centres autonomes avec lesquels nous pourrions avoir des liens réguliers, et qui pourraient empêcher notamment que les capacités militantes de milliers de militants communistes aujourd'hui désemparés, ne soient perdues pour la Gauche et finalement pour le pays. »

**Jean-Paul BACHY :**

Compte-rendu de la réunion de la Commission nationale entreprises

« Premier problème : la présence du Parti dans les conflits de ces dernières semaines. Le Parti socialiste, contrairement à ce qui a été dit parfois ici ou là n'a pas été absent de ces conflits. Simplement partout, et je crois avec raison, nos camarades ont voulu éviter de se lancer dans des déclarations politiques répétées, et cela aurait sans doute été une grave erreur pour les militants du Parti socialiste investis notamment dans des structures syndicales qui étaient en négociation et en discussion, d'afficher ouvertement leur option politique.

L'accueil de l'opinion publique vis-à-vis de ces grèves, contrairement à ce qui s'était passé parfois dans d'autres conflits du secteur public, n'a pas été si négative, mais c'est sans doute d'abord, parce que c'est Chirac et son gouvernement qui sont apparus comme responsables de la situation, responsables de la politisation de ces grèves.

En nous engageant trop ouvertement, il est clair qu'il aurait été facile à Chirac de nous taxer de récupération et de susciter dans l'opinion publique un mécontentement plus fort. Cela n'a pas empêché les socialistes aux différents niveaux de responsabilité où ils étaient et les témoignages que nous avons reçus le 31 janvier ont été très nombreux, de jouer un grand rôle.

D'abord, il faut savoir que dans les délégations syndicales, toutes confédérations confondues, qui ont été amenées à conduire ces grèves, notamment à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F., on peut considérer que près du tiers sont des membres du Parti socialiste. (...)

Ces conflits ont été conduits de manière très démocratique, avec en permanence un appel à l'avis, au vote au contrôle par les salariés de ce qui se passait.

Cette volonté d'unité, d'une part, et ce souci de démocratie, d'autre part, rejoignent totalement la démarche du Parti socialiste, et je crois qu'il faut bien que nous prenions

conscience que demain plus encore que dans les années passées, nos structures politiques en entreprise et le Parti socialiste dans son entier, seront les seuls endroits, les seuls cadres où pourront agir, débattre ensemble des militants appartenant à toutes les traditions et à toutes les confédérations syndicales.

J'ajoute que le pluralisme du Parti socialiste, son image démocratique vis-à-vis de l'extérieur, peuvent constituer également une force d'attraction très importante, non seulement chez les gens de traditions syndicales différentes, mais aussi chez eux parmi les travailleurs qui n'ont pas encore compris, malheureusement, la nécessité de la syndicalisation, ce qui est le cas de 80 % des salariés français. (...)

Subtilement, Chirac est en train de transformer la négociation collective qui était un facteur positif de progrès social en un mode de gestion de la régression sociale dont il veut faire assumer la responsabilité au mouvement syndical.

Je crois qu'aujourd'hui, un certain nombre de syndicats dits réformistes ou leurs leaders, qui ont cherché à garder une certaine neutralité dans le débat politique commencent à se rendre compte qu'ils sont piégés et qu'il n'est pas indifférent de savoir qui gouverne et qui se trouve à la tête de l'État.

Cet élément là est extrêmement important, parce que si nous voulons formuler des réponses crédibles face à la montée des mécontentements, il faut effectivement bien marquer au monde du travail que le syndicalisme peut être et doit être autonome, mais qu'il ne peut pas être totalement neutre, et que de ce point de vue, il est important de clarifier les termes du débat sur la place respective qui doit être donnée à la négociation d'une part et au rôle de l'État, au rôle de la loi, à la responsabilité politique, au rôle du gouvernement, d'autre part. »

Bernard THAREAU :

Intervention

« En ce qui concerne les deux milliards accordés à l'agriculture, je plaide auprès des camarades socialistes pour qu'il n'y ait pas globalisation dans la présentation pour opposer les secteurs socio-professionnels.

La moyenne, cela veut dire 2 000 F par exploitation. Vous voyez à peu près ce que cela veut dire comme démagogie.

Dans ce budget, il y a des lignes budgétaires antérieurement votées par les députés à l'Assemblée nationale, et qui ont été regroupées pour la circonstance. Mais ce ne sont pas deux milliards supplémentaires.

Bref, la grosse question, pour nous, militants politiques, c'est bien de savoir qui touchera cet argent, quand et sous quelle forme, car là encore, toute mesure linéaire serait profondément catastrophique.

Au regard de tout cela, malaise, désabusement, et des actions ponctuelles naissent dans le monde agricole, on l'a vu depuis déjà l'été dernier.

Pour ma part, je crois profondément qu'elles ne peuvent que s'amplifier dans les semaines qui viennent. (...)

Nous avons décidé en Bureau exécutif la rencontre avec les syndicats nationaux, et pas d'abord, comme le dit un grand journal régional, la F.N.S.E.A., mais la F.N.S.E.A., le C.N.J.A., les progressistes, le M.R.J.C., de nombreuses organisations qui sont aujourd'hui dans une situation de rencontre possible. On crie beaucoup sur Guillaume et on a de quoi. Mais, il n'est plus le président de la F.N.S.E.A., on a des gens plus ouverts. Je ne vais pas dire que la F.N.S.E.A. est devenue à gauche, quelle erreur politique ce serait, pas plus que le C.N.J.A., mais il y a des gens dans les départements, et même à Paris, qui peuvent aujourd'hui discuter de la crise qu'ils vivent, et pourquoi pas de certains projets que nous avons à faire à la veille d'un congrès.

Si nous le décidons au niveau national, et je me réjouis que cette décision soit prise, non pas seulement avec le secrétariat à l'Agriculture, mais avec les principaux responsables du Parti, je voudrais, et c'est là ma suggestion pour conclure, qu'il puisse en être de même dans tous les départements où l'agriculture a de l'importance, je voudrais que vous puissiez rencontrer les différents syndicats, les différentes composantes sociales présentes, avec leur dynamique dans le monde rural. »



INTRODUCTION DU PREMIER SECRÉTAIRE

« Je déduis du peu d'interventions dans le débat politique que les camarades du Comité directeur veulent aller à ce qu'ils considèrent comme l'essentiel. (...) »

La situation politique a été introduite dans le rapport d'activité par Jean Poperen. (...) La situation internationale non maîtrisée, dans laquelle nous sommes, a pris la forme d'une offensive des États-Unis qui engagent face à l'Europe, une confrontation. La situation politique française me paraît être caractérisée par son ouverture, sa mobilité et son incertitude. La politique gouvernementale chiraquienne a reçu un échec, s'est heurtée à des résistances puissantes dans la société. Plusieurs projets de la majorité R.P.R.-U.D.F. sont bloqués. Mais la Droite en même temps, là où elle le peut, reste à l'offensive : décret Chirac sur les directeurs d'école ; refus de trouver un accord dans la négociation salariale « Fonction publique », offensive qui se précise pour confier, brader TF1 aux groupes financiers amis. En même temps, il y a le trouble que ces événements et ces échecs ont produit dans la majorité, trouble profond mais pas ouvert, pas spectaculaire. Les risques d'éclatement ne se sont pas encore consommés, et c'est face à ce trouble, et pour l'empêcher de s'exprimer davantage, que Chirac demande la confiance à sa majorité à la rentrée parlementaire d'avril. A la mesure de cet échec, et en raison de ce trouble, des déplacements politiques s'opèrent à droite. Si Chirac semble s'affaiblir, automatiquement Barre progresse. La Droite, face à l'échéance décisive de 1988 prend ses précautions et cherche un homme providentiel. Pour ces raisons, Barre progresse actuellement. C'est une question essentielle pour l'année 1987, et en prévision des élections présidentielles, de savoir si, le reflux, l'échec de Chirac, s'ils se confirmaient, provoqueront un mouvement de la Droite vers la Gauche, ou provoqueront un mouvement de la Droite vers la Droite. C'est au-delà de la personnalité et du talent des hommes, des candidats en présence, un élément dans le rapport des forces politiques qui sera décisif.

A gauche, les problèmes sont nombreux. La division politique des forces de gauche, et d'ailleurs aussi la division syndicale, restent profondes. La direction du Parti communiste maintient à notre égard la même pratique et le même discours dur ; même si ce discours, par rapport aux échéances est prudent à l'extérieur, cette direction durcit encore son ton et ses méthodes à l'intérieur pour contrer l'opposition critique. Le souvenir dans l'opinion, et sans doute dans des franges de la Gauche, des années de gouvernement, années de construction, mais aussi années de déception, n'est pas encore tout à fait oublié. Peut-être faudrait-il le réhabiliter dans la conscience des citoyens. La capacité de proposition des socialistes que nous sommes n'est pas reconstituée et ce sera dans le Congrès, mais plus encore après le Congrès, une question décisive pour nous que de savoir si nous serons à la fois capables de faire des propositions suffisamment réalistes pour qu'elles soient crédibles, et suffisamment entraînant pour qu'elles rassemblent autour d'elles. Il n'y a pas encore, jusqu'à ces derniers jours, dans l'opposition, un mouvement fort de retour ou de reflux vers nous, comme cela s'était produit pour la Droite sous la Gauche dès le début de notre gouvernement. Un certain nombre de facteurs positifs peuvent néanmoins être pris en compte. D'abord une certaine évolution du rapport Droite/Gauche. Deuxième facteur positif : la force des mouvements sociaux qui se sont déployés et la faculté de résistance qu'a montrée la société civile française face à la politique gouvernementale. Ce sont aussi :

– La faible écoute du Parti communiste qui fait que son discours de division et sa capacité d'organisation sont affaiblis ;

– Le rôle institutionnel, la force politique et le rayonnement dans l'opinion du président de la République ;

– La place du Parti socialiste dans la vie politique française, sa potentialité aux yeux des gens d'être la force, le parti de l'alternance.

Tout cela est évidemment très important, très positif. Mais cette place du Parti socialiste n'est pas simplement une donnée objective, c'est aussi un facteur subjectif de la société, de la vie politique, et un enjeu de la lutte politique française.

C'est pourquoi, dans la période qui vient, dans le cadre de la préparation de notre Congrès nous devons être pleinement présents dans la vie politique et sociale française. Nous devons agir contre le décret sur les maîtres-directeurs. Montrer le caractère rétrograde de ce projet, insister sur les raisons politiques de son maintien : la volonté du gouvernement Chirac de prendre sa revanche sur un secteur particulier : les échecs qu'il a essuyés face aux étudiants. Nous devons exercer notre solidarité face à ce mouvement, notamment en prenant notre part, sans étiquette socialiste, dans les manifestations préparées. Encore, naturellement, faut-il être d'accord sur le fond de la critique, et j'espère bien qu'on l'est. Il faut intervenir contre la politique salariale du gouvernement, en la critiquant pour ce qu'elle est : totalement négative ; en insistant sur le blocage de ce côté, alors que les loyers et prix – notamment, dans la capitale, les loyers – commencent à flamber. Ceci, en rappelant quelle était notre politique salariale au gouvernement, pour rétablir les distinctions nécessaires, sans d'ailleurs excès de prétention. Mais, il faudra aussi être capable de définir ou de repréciser notre politique salariale, pour l'avenir.

Est-ce qu'elle sera définie par rapport aux prix ? Est-ce qu'elle prendra en compte les résultats de la productivité ? Qu'est-ce que nous ferons du G.V.T.... de ce fameux G.V.T. ? Personnellement, j'ai eu l'occasion de le dire d'ailleurs quand nous étions encore au gouvernement, dans des discussions avec le président de la République et le Premier ministre, je considère qu'on ne peut rester longtemps (en tout cas si c'est nous qui sommes au gouvernement) sur les questions salariales avec une base de calcul différente du côté des syndicats et du côté du gouvernement. C'est là, une source permanente de malentendus et de conflits et c'est donc une question sur laquelle il faudrait, à mon sens, travailler.

Nous devons mener campagne contre la privatisation de TF1 (...) Nous devons condamner, illustrer la vision capitaliste, patrimoniale et spéculative du monde économique et du monde industriel qui est celle des nouvelles équipes au pouvoir, le bradage des entreprises publiques, l'idéologie capitaliste et la mystification de la propriété des petits porteurs, l'absence d'ambition industrielle. On parle désormais d'action, sur laquelle on va faire des profits, et l'on ne parle plus d'investissement... on parle de propriété, mais on ne parle plus de stratégie industrielle. Il faut des critiques claires des privatisations et il faudra aussi, dans le congrès ou peut-être après le congrès, des indications claires sur notre attitude à l'égard du secteur public et des entreprises qui ont été privatisées.

Il faut mener campagne contre l'absence de volonté politique et l'absence de politique de cette majorité en matière européenne, l'absence de résistance du gouvernement à la pression américaine. L'intérêt de ces batailles, c'est non seulement qu'elles nous mobilisent, mais c'est aussi qu'elles nous rassemblent sur des propositions et que, sur bien des points, elles commencent à apporter dans la vie pratique des réponses à la question. Mais où sont les propositions, où sont les positions des socialistes ? Car sur ces



COMITE DIRECTEUR DE SYNTHESE

questions importantes, on constate que nous avons la plupart du temps des positions claires, des positions qui nous rassemblent et des positions qui sont différentes de la Droite.

La préparation du congrès, le Comité directeur de synthèse sont à côté de cette présence du Parti socialiste dans la vie publique, l'autre objectif de notre Parti. Nous devons chercher à réussir ce Congrès de Lille. J'ai eu, je dois le dire, et j'ai encore, à cet égard, quelques inquiétudes.

Le débat d'idées, qui était nécessaire, que beaucoup appelaient de leurs vœux et que j'avais moi-même lancé au Comité directeur de novembre, a eu, il faut le constater, bien du mal à se déployer. Par contre, j'entends bruir les gazettes d'échos, de rumeurs, de divisions, de positionnements... Cela n'est pas bon pour nous, et je regrette d'ailleurs d'autant moins que nous ayons décidé ensemble sur ma proposition, d'avancer le Congrès du Parti, car imaginez que le climat actuel se développe entre septembre et octobre 1987. Dans ce contexte, j'ai proposé et concrétisé une démarche de rassemblement.

Nous avons décidé la synthèse politique et la fusion organique, la fusion de nos courants, avec ce qu'on appelle le courant B et Pierre Mauroy. Nous souhaitons une recherche sérieuse, dans ce Comité directeur de synthèse avec les autres courants du Parti et pour aboutir.

A quoi doit servir ce Congrès ? A rassembler les socialistes sur des bases claires. A commencer à définir, dans des textes, dans une motion, des orientations politiques qui permettront que, dans l'année 1987, ensemble, et en prévision du congrès de désignation de notre candidat, nous élaborions collectivement notre projet, nos propositions, celles des socialistes, pour les présidentielles. Enfin, je crois qu'il doit aboutir à ce que se constitue une direction, naturellement diverse, mais également soudée, fraternelle, et décidée à travailler pleinement autour du Premier secrétaire que nous désignerons à l'issue du congrès (...)

Nous constatons qu'il existe beaucoup de lieux de réflexion, de décision, et parfois d'organisations extérieures au Parti. C'est sans doute le résultat du passage au pouvoir. C'est peut-être aussi la résurgence actuelle d'une tendance chronique des socialistes à se diviser... Et c'est aussi, traditionnellement, par un mouvement volontaire, par une décision consciente, que les socialistes, contre le risque de la division, ont fait prévaloir l'unité.

Ces différentes initiatives, ces structures qui existent,

peuvent être, à mon avis, maîtrisées à condition qu'il y ait un Parti fort qui nous rassemble tous et une direction représentative, elle-même dotée de l'autorité et de la légitimité nécessaire. Sur quoi pourrait porter la synthèse ?

Ces questions ont été examinées dans deux réunions de préparation du Comité directeur de synthèse qui se sont tenues entre différents représentants des différents courants du Bureau exécutif. Elles ont permis de dégager les points de discussion suivants :

Sur le plan des idées ou des propositions politiques, il nous semble qu'il faut parler ensemble des problèmes économiques, de l'emploi, de la planification, de la solidarité, de la sécurité, de l'Europe, de l'État, de la décentralisation notamment, du Parti, de la stratégie. Nous devons aussi aborder la question de la présidentielle. Nous avons dit, j'ai dit moi-même, dans un Comité directeur précédent, et je m'y tiens, que ce congrès ne serait pas un congrès de désignation, dans aucun sens, ni dans le droit, ni dans le fait, ni dans les textes, ni dans les pratiques qui se développent. Donc, la question de telle ou telle phrase, souhait, vœu, émis au stade d'une contribution (...) la question aussi des « jusqu'au bout » devront être examinées tranquillement, sans suspicion mais dans la clarté. Nous devons certainement aborder dans le Comité directeur de synthèse et dans la Commission des résolutions la classique question : et si les militants ne tranchent pas par leur vote des rapports ou des proportions entre nous ?

Enfin, nous devons parler de la question de la direction, puisqu'un congrès du Parti, c'est un débat sur les orientations, et c'est aussi une question sur la direction. (...) Il faudra, je le dis, chercher comment rendre la direction du Parti plus représentative.

Nous avons constitué un réseau ou un noyau d'hommes et de femmes qui représentent, je crois, aux yeux des Français, les dirigeants, les responsables, les animateurs du Parti socialiste, et la question est de savoir comment on peut faire en sorte que cette direction effective, en tout cas en termes de représentation, soit aussi proche que possible de la direction de fait du Parti. C'est là, une question très importante. Si l'on veut que le Parti soit fort, si l'on veut que sa direction pèse, il faut autant que possible que tous ceux qui représentent quelque chose (grâce à nous, grâce au Parti bien sûr) s'engagent aussi dans l'action de direction. (...)

La synthèse est souhaitable, elle est possible et elle est à faire. »

Lionel JOSPIN

COMMISSION DES RÉSOLUTIONS

La Commission des résolutions s'est réunie du samedi 7 février à 17 h au dimanche 8 février à 7 h. Placée sous la présidence de Louis Mermaz, elle était composée de :

Jean-Marc AYRAULT – Pierre BEREGOVVOY – Jean-Claude BOULARD – Pierre BRANA – Martine BURON – Robert CHAPUIS – Michel CHARZAT – Jean-Pierre CHEVÈNEMENT – Gérard COLOMB – Marcel DEBARGE – Bertrand DELANOE – Henri EMMANUELLI – Laurent FABIUS – Daniel FRACHON – Gérard FUCHS – Lionel JOSPIN – Pierre JOXE – André LAIGNEL – Jean LE GARREC – Louis LE PENSEC – Marie-Noëlle LIENEMANN – Pierre MAUROY – Louis MERMAZ – Jean-Paul PLANCHOU – Jean POPEREN – Jean-Jack QUEYRANNE – Michel ROCARD – Georges SARRE – Dominique STRAUSS-KAHN – Jean-Pierre WORMS.

SUPPLÉANTS

Nicole BRICQ – Roger FAJARDIE – Jean-Claude PETITDEMANGE – Françoise SELIGMANN – Daniel VAILLANT.

C'est également Louis Mermaz qui dès l'ouverture du C.D. le dimanche matin devait présenter le rapport de la commission des résolutions, et annoncer que la synthèse avait été réalisée au sein de celle-ci.

INTERVENTIONS

Michel CHARZAT :

« Le Parti socialiste ne peut pas se contenter de jouer la montre : ni la présence de François Mitterrand à l'Élysée, ni l'attente des présidentielles ne doivent paralyser notre Parti. Nous disons très clairement que c'est en étant lui-même que notre Parti sera utile au Président et qu'il préparera sérieusement l'échéance de 1988.

L'heure est venue d'offrir au pays une nouvelle « frontière » pour rassembler et pour gagner. A Lille, il faut prendre un nouveau départ. Ne voulant ni la fusion, ni la confusion, nous avons privilégié la diffusion de nos idées avec l'intervention de Jean-Pierre Chevènement dès le Comité directeur du 15 novembre.

Aujourd'hui, nous recherchons une synthèse claire, mobilisatrice, rassemblant sans exclusive tous ceux qui souhaitent que la prochaine élection présidentielle soit autre chose qu'un choix de circonstances.

Nous devons gagner en 1987 la bataille de l'opinion, la bataille des valeurs, en affirmant nos convictions et surtout en les concrétisant. L'égalité, c'est d'abord pour nous l'égalité des chances ; la liberté, c'est pour nous le respect de l'autre, la conquête d'une nouvelle citoyenneté, la laïcité. La fraternité, c'est pour nous, la solidarité, c'est-à-dire le droit au travail.

Nous souhaitons donc que soit plus nettement affirmé dans la motion le rôle important, décisif d'une planification moderne, contractuelle, sélective, ouverte sur le monde, et structurée autour de quelques grandes priorités d'intérêt

national. Par exemple, faire le pari de l'intelligence, c'est investir dans la diffusion la plus large des connaissances pour élever le niveau de formation et de culture de nos concitoyens. C'est pourquoi, nous pensons qu'il est nécessaire de proposer une loi de programmation portant sur les moyens s'appliquant aux lycées, notamment professionnels, mais aussi à l'enseignement supérieur et à la formation permanente.

A Lille, il faudra aussi rappeler que le Parti n'a pas changé de stratégie, même si la situation politique dans le pays s'est modifiée depuis quelques années. En effet, rien ne serait plus navrant et plus néfaste pour nous qu'une démarche qui consisterait à subordonner notre projet aux alliances. Ce n'est pas par des accords d'état-major, par des compromis avec des formations conservatrices que l'on rassemblera. C'est au contraire en proposant un projet mobilisateur, attractif que nous deviendrons le cœur du rassemblement.

Nous demandons donc qu'un congrès, ou une convention extraordinaire, se tienne d'ici à la fin de cette année afin de donner la parole aux militants, c'est-à-dire, avant que se pose le choix de notre candidat. Une telle procédure serait à la fois le meilleur moyen de mobiliser nos adhérents et de faire la démonstration éclatante de notre capacité à faire vivre la démocratie dans nos rangs.

Il s'agira alors d'adopter un projet d'où seront tirées une quinzaine d'orientations dont s'inspirera le contrat de notre candidat. »

Pierre MAUROY :

« Vous connaissez ma conception du Parti : je ne néglige pas les échéances électorales, mais, je pense que notre Parti ne doit pas limiter sa perspective à une échéance, aussi importante soit-elle.

Nous devons faire en sorte que le Parti soit toujours plus puissant, toujours mieux organisé afin de poursuivre, dans l'Histoire, cet idéal de transformation sociale qui constitue l'essence du socialisme.

Ce renforcement du Parti suppose aujourd'hui que soient réalisées deux conditions, d'abord une orientation ancrée à gauche. Nous devons rester face aux forces conservatrices, le pôle de gauche capable de rassembler toutes celles et tous ceux qui n'admettent pas la régression sociale actuelle menée par M. Chirac et approuvée par M. Barre.

Je vois bien qu'il existe, au sein de notre Parti bien des impatiences à revenir au pouvoir.

Je redoute qu'elles conduisent certains à vouloir emprunter des raccourcis qui, contrairement à ce qu'ils pensent, nous maintiendraient pour longtemps dans l'opposition.

Il en va ainsi des appels répétés aux centristes.

Au moment où le Parti communiste s'enferme dans une stratégie suicidaire et organise sa descente aux enfers, où il continue à perdre ses militants, ses électeurs, il faut, plus que jamais, que le Parti socialiste soit la force de gauche qui permette à ceux-ci de retrouver une espérance.

Si nous tentions de faire les choses à l'envers, en nous préoccupant d'abord de tenter des manœuvres de séduction centristes, nous risquerions alors de laisser un espace libre sur notre gauche sans être sûrs d'ailleurs de ramener qui que ce soit en provenance du centre.

La deuxième condition pour affermir le Parti, c'est de renforcer son autorité. Le Parti jouit actuellement d'une autorité morale. Pas suffisamment d'autorité politique.

Je veux soutenir le Premier secrétaire dans sa volonté de renforcer la direction du Parti et d'améliorer nos processus d'élaboration politique au niveau des organismes directeurs.

Il doit y avoir, le mercredi matin, le Conseil des ministres et le mercredi après-midi, le Bureau exécutif du Parti socialiste. Cela a été comme ça dans la grande période qui nous a conduits à la victoire, et nous saurons retourner à la victoire si nous rétablissons cette situation.

Comment ne pas voir, en effet, que sans organisations fortes, la Gauche se trouve en position fragile face aux forces de Droite.

Parce qu'elles dominent économiquement, elles tendent aussi à dominer culturellement.

Face à elles, les salariés n'ont jamais possédé d'autre force au cours de l'Histoire que celle de leur organisation.

C'est pour tout cela, parce qu'il est nécessaire que notre Parti ait, au cours des prochaines années, une direction solide, appuyée sur une majorité stable, que nos amis et moi avons souhaité la fusion des courants A et B.

Est-il possible, je le répète (c'est notre problème), d'élargir, sur les bases que je viens d'exposer, tant en ce qui concerne les présidentielles que la vie du Parti, une telle majorité à d'autres éléments du Parti ? Je le souhaite, à la condition cependant que cela soit sur des bases claires et sûres.

Car, à tout prendre, il vaut mieux un vrai débat qu'une fausse synthèse.

Cette vérification opérée à l'occasion de notre Congrès, notre orientation fixée, il nous faudra ensuite engager l'ensemble du Parti dans une réflexion sur les propositions que nous aurons à faire aux Français. »



Robert CHAPUIS :

« Pour Toulouse, après une grande diversité de contributions, deux motions ont été proposées aux militants, ce qui montre que nous ne refusons pas le débat. Les différences étaient réductibles, puisqu'une synthèse s'est faite, d'une façon positive (...) Grâce à elle, en mars 1986, le Parti socialiste a été plus fort : il s'est affirmé le premier Parti de France ; la Droite n'a pas été vraiment victorieuse et en voulant le faire croire, elle a semé le trouble en son sein comme dans la société qui a commencé à prendre sa revanche en décembre 1986 et janvier 1987.

La synthèse de Toulouse constitue un bon point de départ pour notre prochain Congrès à Lille. La date de ce Congrès a été avancée d'un commun accord. Nous avons été unanimes pour souhaiter, avec le Premier secrétaire, que l'on dissocie nettement la désignation du candidat aux présidentielles et les orientations qui serviront de référence à la campagne du Parti. En deux ans (1988-1989), le suffrage universel sera sollicité à tous les niveaux du système politique. L'élection présidentielle peut être une chance considérable pour notre combat de socialistes dans cette fin de siècle ; elle peut être aussi la ruine de nos efforts.

Il est essentiel que la synthèse puisse se faire sur les problèmes de fond. Il n'y aura pas de synthèse si les engagements pris en octobre 1986, pour l'avancée du congrès, ne sont pas tenus. Les problèmes de candidature ne sont pas à l'ordre du jour. Bien sûr, les règles du Parti doivent s'appliquer en ce domaine : il peut être bon de le rappeler. Nous ne saurions admettre une quelconque suspicion à notre égard en ce domaine.

Dans une motion commune, il faut aller plus loin que Toulouse, plus loin que les contributions. Il faut avancer sur

sept points que nous avons déjà énoncés : l'emploi, la solidarité, la sécurité, l'Europe, le rôle de l'État et la décentralisation, le Parti (sa direction et son fonctionnement), les conditions du rassemblement pour la victoire. Sur ce dernier point, nous refusons tout renversement des alliances : c'est la dynamique d'une victoire présidentielle qui peut changer le rapport des forces, bousculer le jeu de la Droite, qui veut rejouer Pompidou-Pohér avec Barre-Chirac. La candidature importera donc, mais aussi le contrat d'objectifs proposé aux Français.

Les socialistes ont tiré la leçon de 1969. Nous avons voulu reconstruire une force socialiste. Nous l'avons fait d'abord par des chemins différents. Nous sommes aujourd'hui rassemblés. Il faut prolonger notre unité, lui donner plus de force encore. Le rôle que joue François Mitterrand nous le permet. Tel autre d'entre nous peut représenter une chance pour toute la Gauche. Elle doit pouvoir librement se développer. Le combat politique n'attend pas, ce qui n'est pas incompatible avec le respect de nos règles communes.

Notre Parti est riche de candidats potentiels. Prenons garde à une compétition prématurée. Nous souhaitons la synthèse dès ce Comité directeur. Si elle n'est pas possible, alors que les contributions paraissent si proches sur le fond, comment le serait-elle à Lille, quand les militants se seront comptés sur des motions nettement différenciées ? Après le spectacle donné par le P.C.F. et le M.R.G., notre unité est importante, dès aujourd'hui. Nous la souhaitons, mais ce ne peut être dans la suspicion, ni au prix de la confusion, ni au prix de l'abandon. »

Jean-Pierre WORMS :

« (...) Nous avons été les premiers, je crois, à tenter de désamorcer un débat inutile et dangereux. Je veux parler de celui qui naissait à propos de la candidature à l'élection présidentielle. Des évidences devaient être dites. Elles l'ont été et le débat se dégonfle de lui-même. Mais voilà qu'apparaissent de nouveaux faux problèmes qui provoquent de faux débats et menacent d'instaurer entre nous des clivages également artificiels. Je veux parler de la question de la dissolution automatique et du problème des alliances.

Qui ne voit que l'arme de la dissolution perd une partie de son efficacité politique dès lors que l'on annonce à l'avance quand et comment on s'en servira ? Qui ne voit qu'en tout état de cause la décision appartiendra au président de la République et à lui seul ? Toute autre position est à la fois contraire à la Constitution et à l'intelligence politique. Qui ne voit en effet que la décision qu'il prendra, dépendra d'abord de l'état de l'opinion après une victoire du candidat de la Gauche et de l'ampleur de cette victoire ? Alors, je vous en conjure, évitons de diviser le Parti sur une question dont la solution ne dépend pas de nous et dont nul aujourd'hui ne peut prévoir comment elle se posera le moment venu. Prôner la dissolution automatique et le mandat impératif au futur président de la République n'est pas une position de gauche, c'est tout simplement une non-décision.

Deuxième faux débat, étroitement lié au premier : celui des alliances. Là aussi, égrenons quelques évidences : personne, dans le Parti, ne songe à une quelconque stratégie de troisième force. Le Parti tout entier est aujourd'hui solidement ancré à gauche et le restera. C'est ce qui a permis sa remontée dans le passé, ce qui fait sa force aujourd'hui et ce dont il tirera sa capacité politique demain.

Dès lors, le problème d'une alliance entre notre Parti et telle ou telle force politique organisée et coalisée au sein de la majorité actuelle ne se pose pas. (...)

Mais si le problème des alliances ne se pose pas, celui de nécessaires reclassements politiques, tant au niveau local qu'au niveau national se pose : comment faire de notre Parti le pôle mobilisateur et organisateur d'une future majorité de gauche dans le pays et au Parlement, la locomotive d'un vaste mouvement populaire qui imposera les nécessaires reclassements ? Pour traiter cette question, le seul problème qui vaille est celui des propositions que nous serons capables de faire au pays. Parlons-en et ne parlons que de ça. Comment pouvons-nous garantir à tout citoyen un droit au revenu et à l'activité ? Comment concrètement, pouvons-nous mobiliser toutes les réserves de ce pays en matière de création d'activités nouvelles et d'emplois ? Comment pouvons-nous améliorer de façon significative la qualité de vie de nos concitoyens ? Quelle nouvelle politique pour cela en matière d'aménagement du territoire, d'environnement et du cadre de vie ? Sur la ville, le développement rural, l'écologie, nous avons besoin d'imagination pour élaborer de nouvelles propositions. (...) Comment résoudre un problème que nous ne pouvons plus éluder, celui des rapports entre la politique et l'argent ? (...) Comment promouvoir cet indispensable débat ? Synthèse ou pas synthèse ? Théoriquement, nos statuts prévoient l'organisation du débat dans le Parti par le mécanisme de motions concurrentes. Aujourd'hui, on peut valablement se demander si, paradoxalement, ce n'est pas la synthèse qui permettra au mieux d'ouvrir sérieusement et sereinement les débats au sein du Parti sur les problèmes de fonds auxquels le pays est confronté, et sur lesquels le Parti se doit impérativement de préciser ses positions. »



RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RÉOLUTIONS

LOUIS MERMAZ

« La Commission des résolutions a donc siégé de 17 h samedi à 7 h dimanche matin. Nous avons réalisé une synthèse à partir de la contribution dont Lionel Jospin était le premier signataire. L'accord s'est fait à partir de ce texte sur les grandes orientations : analyse de la situation française et internationale, valeurs des socialistes, objectifs pour la France, moyens pour y parvenir.

« Les premiers signataires des contributions ont travaillé, rassemblés autour de Lionel Jospin : Pierre Mauroy (B), dont le courant fusionne désormais avec A, Michel Rocard (C), Jean-Pierre Chevènement (E) et Jean-Pierre Worms (transcourants).

« L'accord englobe également la manière dont nous allons aborder les prochaines échéances : 1988 et après 1988.

« Vos applaudissements disent combien le Comité directeur est heureux de cette synthèse. Il faut maintenant qu'entre nous et face à l'opinion nous ayons la même lecture – claire et loyale – de notre accord. C'est la condition du succès.

« La présidentielle tranchera »

« Lionel Jospin a demandé et obtenu que la date du congrès soit avancée pour ne pas mêler le congrès d'orientation du Parti avec celui de désignation du candidat.

Il n'était donc pas question de retenir dans la motion sur laquelle les militants voteront un souhait présent dans la contribution A (souhait de voir Mitterrand candidat le moment venu). Le texte retenu constitue un acte de solidarité envers François Mitterrand, président de la République. Il respecte aussi le choix que celui-ci fera le moment venu, choix qui lui appartient en propre. Le texte adopté par la Commission des résolutions signifie enfin que la procédure de désignation sera totalement absente du Congrès de Lille, comme il convient. Mais la référence à « notre loi commune » est une affirmation de discipline et de loyauté des socialistes entre eux pour la désignation du candidat.

Les alliances

« Le texte de synthèse reprend ce qui était déjà écrit dans les diverses contributions. Il met, si nécessaire, les points sur les « i » (« après 1988, il n'y aura ni « dérive centriste » ni résurrection de la « troisième force »).

La future majorité parlementaire

« Le Parti socialiste pense qu'il conviendra de s'appuyer sur la victoire présidentielle pour rassembler dans le pays les forces politiques capables de conduire à l'Assemblée nationale une majorité de progrès, autour des socialistes, avec le Président. » Cette phrase doit clore le débat sur la dissolution en cas de victoire des socialistes aux présidentielles. Elle prend acte de la dynamique que créera l'élection présidentielle. Elle respecte en même temps les prérogatives du président actuel qui peut demain être candidat à un second septennat. Elle respecte les prérogatives de quiconque serait notre candidat et serait élu en 1988. Ainsi, avons-nous le souci de ne pas lier les mains du président ni du futur président. Et cependant, nous savons que

nous sommes aujourd'hui la principale force d'opposition, capable de provoquer un rapport de forces favorable à la Gauche, d'où sortirait au niveau du pays une nouvelle majorité parlementaire.

Les orientations du Parti en vue de l'élection

« Le Parti socialiste sera présent dans la bataille de 1988 avec ses idées, ses orientations, ses propositions. C'est le Comité directeur qui prendra les dispositions nécessaires « pour élaborer et soumettre avant la fin de l'année à l'instance qualifiée les orientations du Parti en vue de l'élection présidentielle. »

De nombreux amendements

« De nombreux amendements ont été retenus par la Commission et ont permis d'aboutir à une synthèse sur des sujets qui, au cours des dernières années, ont été abondamment débattus par les socialistes (autonomie et liberté, plan et marché, nation et Europe, etc.). Mais l'effort de synthèse se devinait déjà au niveau des contributions. »

Les organismes dirigeants

« La synthèse comporte enfin un accord de nature politique. Les commissions exécutives des fédérations seront en effet désignées en tenant compte des « résultats dégagés au précédent congrès » dans chacune des fédérations. La direction nationale se préoccupera des cas particuliers qui pourraient lui être signalés.

« Quant au Comité directeur, il sera élu en prenant en compte les proportions dégagées à Toulouse :

A = 42,75 %	
B = 14,50 %	soit 57,25 %
C = 28,25 %	
E = 14,50 %	

« Mais les courants sont tombés d'accord pour assurer conjointement le renouvellement du Comité directeur en faisant ensemble une place à des hommes et à des femmes qui échappent à la classification par courant.

L'unité des socialistes

« Un mot pour conclure. Cet accord marque l'unité des socialistes autour de leurs objectifs et autour du Premier secrétaire, Lionel Jospin.

« Maintenant nous allons préparer ensemble le Congrès de Lille dans de bonnes conditions. Nous ferons au pays nos premières propositions. Nous affirmerons jour après jour que nous sommes résolument dans l'opposition, et aux côtés de François Mitterrand. Force essentielle de l'alternative à la majorité actuelle, nous allons préparer activement l'échéance de 1988 et les suivantes. Pour la victoire. »



CONCLUSION DU PREMIER SECRÉTAIRE

« ... Je me réjouis de l'accord qui est intervenu en Commission des résolutions (...). Sur le texte lui-même, je ne ferai qu'une remarque (...) : Après ce qu'on dit sur le Conseil national de la gauche, on a un ajout qui est le suivant : « A cette fin, le Congrès appellera à une campagne pour des initiatives de création, dans tout le pays, de tels lieux de rencontre ». Je suis favorable à cette démarche, mais je pense qu'il faudra peut-être que, d'ici le Congrès, on précise un peu sa nature. Qu'est-ce que c'est que ces lieux de rencontre ? Qu'on les définisse, et je voudrais dire aussi que ce sera le Congrès qui appellera à une campagne, donc à une campagne du Parti. C'est donc rassemblés et tous ensemble que nous devons travailler à lancer cette campagne sur les lieux de rencontre.

En ce qui concerne la synthèse, je crois qu'elle signifie que les différences sur le fond entre nous ne sont pas excessives, car si elles l'avaient été, je pense que nous n'aurions pas pu réaliser cet accord et que l'honnêteté intellectuelle de chacun d'entre nous ne l'aurait pas rendu possible. Cette synthèse signifie également que nous avons compris que, dans cette période, il était indispensable que nous soyons unis dans l'action. Elle signifie également que nous avons pu éclairer nos intentions respectives, en ce qui concerne l'élection présidentielle qui pèse sur nous, qui sera une échéance difficile, et je crois que la façon dont sont précisées les rédactions, la façon dont elles ménagent chacun d'entre nous, ses droits, son image, et en même temps rappellent les règles communes, indique de notre part une volonté de maîtriser ce processus. Il faut que cette volonté nous inspire jusqu'au bout dans la période qui vient et nous aurons à y veiller ensemble. Cette synthèse signifie également une élucidation sur les problèmes de notre stratégie. (...) Enfin, cette synthèse représente un accord pour diriger ensemble le Parti, d'abord au niveau national, mais avec les nécessaires applications sur le plan fédéral, sur la base des proportions issues du dernier Congrès. (...).

Nous sommes convenus qu'ensemble, dans le cadre de la préparation de l'Assemblée de motions, nous examinions la constitution du Comité directeur et les souhaits que nous pourrions émettre les uns et les autres que telle ou telle personnalité y entre. Nous avons même accepté que puissent être faites ensemble un certain nombre de désignations communes ou de désignations particulières qui ne devraient pas être dues exclusivement au jeu des courants. Il restera naturellement derrière cette décision à faire une direction du Parti représentative, disponible pour le travail, cohérente et soudée. Et il m'appartiendra sans doute de faire des propositions pour le Comité directeur après le Congrès.

Conformément à ce qui a déjà été dit, il faudra que nous entreprenions, d'ici le Congrès, un travail de réécriture de la déclaration de principe, et je voudrais donc le dire au Comité directeur, pour que ce soit clair. Nous avons tous estimé qu'au-delà des modifications sur le fond que l'on peut apporter au projet de texte actuel, il y avait, en tout état de cause, un travail d'ordre littéraire au sens politique du terme, pour lui donner plus de force, plus de souffle. Ce travail sera à faire et il est bon que le Comité directeur donne mandat au Bureau exécutif sur ce point.

Je voudrais terminer sur la question suivante : puisque nous avons fait une synthèse, puisqu'un seul texte sera proposé au vote des militants, que devons-nous faire dans les deux mois qui viennent ? D'abord, il nous faudra être, les uns et les autres, mieux assurés de notre unité, de nos analyses sur un certain nombre de points, être totalement présents dans la bataille politique se déroulant dans le pays. Il faudra naturellement et sur le plan plus spécifique

de l'organisation du Congrès et de ses débats, organiser la discussion avec les militants autour des orientations du texte, en montrant les éléments principaux, la logique et aussi en montrant honnêtement dans le débat que nous tiendrons ensemble les points qui posaient problème, les objectifs de discussion politique, les ou la façon dont nous avons surmonté ces problèmes. Il y aura là, un travail de pédagogie politique, un travail des militants qui sera extrêmement utile. Ensuite, nous devrons, dans cette période intervenir sur toute une série de problèmes de fond, abordés rapidement dans la motion, et qui n'ont même pas fait souvent l'objet de clivages : les problèmes de la politique économique, les problèmes de la protection sociale, les problèmes internationaux, toute une série de grandes questions qui sont les problèmes posés dans la société, sur lesquels les Français nous interrogent et autour desquels nous gagnerons si nous apportons des réponses satisfaisantes. Il faut utiliser ces périodes de congrès pour, avec nos militants, examiner ces problèmes de fond car puisque nous n'aurons pas un débat de motions, il nous faudra quand même avoir un débat. (...)

Nous sommes arrivés à un bon résultat. (...) Nous avons réussi à rester ensemble, alors que cela ne paraissait pas évident dans les bruissement des médias, non seulement ces derniers jours, mais presque ces dernières heures. Je crois que nous devons nous en féliciter, car une formation politique comme la nôtre a besoin du débat, mais dans les périodes les plus difficiles a besoin aussi et avant tout de son unité. C'est celle-ci que nous avons à nouveau fondée dans cet accord du Comité directeur. C'est celle-ci que nous nourrissons et que nous rendrons plus forte dans le débat du Congrès de Lille. »

Lionel JOSPIN



PS info

LE POING ET LA ROSE/SPECIAL RESPONSABLES

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste.

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Abonnement à prix réduit pour les membres des commissions administratives des sections : 60 F par an.

Les abonnements doivent être souscrits à « PS INFO », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 (chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'An 2000).

IMPORTANT : dans chaque section, le secrétaire de section, le responsable de l'information des Militants et le responsable de la Propagande, ont, tous les trois, droit à un service gratuit de PS INFO. Leurs demandes doivent être adressées à leur fédération (en mentionnant pour chacun, le numéro d'adhérent) qui les regrouperont et les transmettront au National.